ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

LA PESTE EN INDE...
ET LE CHOLÉRA CAPITALISTE POUR TOUTE LA PLANÈTE !

GAMMA

M 6189 - 1369 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1369 - 30 septembre 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LA PESTE EN INDE... ET LE CHOLÉRA CAPITALISTE POUR TOUTE LA PLANÈTE !

Le Moyen Age à l'aube du XXIe siècle : en Inde, une épidémie de peste pulmonaire aurait déjà touché plus de quatre cents personnes et fait plusieurs dizaines de morts, peut-être une centaine. La panique se répand dans la population, mais tout manque pour enrayer l'extension de cette maladie que l'on sait pourtant très bien prévenir et traiter : il manque les médicaments, les structures sanitaires, les moyens de maintenir une hygiène élémentaire. Les autorités ont d'abord nié la maladie, puis réagi en tentant d'imposer la quarantaine à la ville de Surat, foyer de l'épidémie.

En Occident, dans les pays riches pour qui combattre une épidémie en Inde représenterait une dépense minime, on a pris des mesures. Elles consistent à renforcer les contrôles à l'arrivée des avions. Tenter d'empêcher les épidémies du Tiers Monde de s'étendre jusque dans les rues de Paris ou de New York, c'est à peu près tout ce que sont capables d'imaginer les dirigeants des Etats-Unis, du Japon ou de l'Europe. C'est la quarantaine : là encore on pourrait se croire en plein Moyen Age.

Pourtant si cette nouvelle de la peste en Inde soulève quelque émotion à cause de tout ce qu'elle évoque, elle n'est que la partie émergée d'un iceberg que ceux qui président aux destinées de la planète préfèrent éloigner de leur vue et de la nôtre. Le choléra, la typhoïde, la tuberculose sont déjà des maladies endémiques dans une grande partie du monde. Et avant même des microbes ou des virus que l'on sait fort bien combattre, le responsable en est la dégradation des conditions de vie dans d'immenses métropoles où une majorité de la population vit dans une situation effroyable. Et quand bien même on n'y meurt pas de ces maladies, on y meurt bien souvent, tout simplement, de cette misère-là.

Il n'y a rien là d'une fatalité quelconque. On sait d'où viennent la plupart de ces maladies, mais on sait aussi fort bien qui est responsable de cette incroyable extension de la misère mondiale. Elle n'est que le reflet de la faillite d'un système économique : le capitalisme. La misère du Tiers Monde ne résulte pas d'une fatalité, elle est le produit des décisions des experts du FMI, des dirigeants des grands groupes capitalistes mondiaux, des gouvernants à leur service, d'autant de gens pour qui seul compte le critère du profit rapporté par leurs capitaux, et pas l'organisation d'un système économique rationnel conçu pour répondre aux besoins essentiels de l'humanité.

Car la richesse, la richesse insolente qu'affichent une poignée d'hommes qui encaissent des profits spéculatifs dans les bourses de New York, Tokyo ou Paris, vient bien de quelque part ; elle vient de l'exploitation de la classe ouvrière et de la population mondiale, son revers est la misère qui s'étend dans les faubourgs de Calcutta, de Bombay et de bien d'autres villes d'Asie ou d'Afrique. Cette misère, on saurait très bien la combattre car la planète dispose de toutes les ressources nécessaires à la vie, y compris de milliards de personnes, et les hommes disposent de connaissances et de techniques plus que suffisantes. Mais il est plus rentable d'investir dans la production d'armements, de biens de luxe, ou tout simplement de spéculer sur la dette des Etats ou les fluctuations des monnaies, que de consacrer les mêmes sommes à nourrir et soigner des hommes.

Alors, la seule réponse des pays riches sera peut-être de renforcer les contrôles sanitaires à la sortie des avions pour prévenir l'extension de la peste, comme elle est déjà de se cuirasser de contrôles policiers pour tenter d'empêcher les pauvres du Tiers Monde d'entrer sur leur territoire pour y trouver de quoi mourir un peu moins de faim. Mais s'il est déjà bien difficile de maintenir une quarantaine efficace contre les maladies, on peut encore moins mettre durablement en quarantaine la misère elle-même.

La crise mondiale est un tout, et ces barrières artificielles mises par les dirigeants des Etats, pour tenter de se garder des conséquences d'une crise dont ils sont les premiers responsables, n'y pourront rien. D'ailleurs les conditions de vie du Tiers Monde, la misère du Tiers Monde, les salaires du Tiers Monde, le chômage du Tiers Monde, la dégradation des conditions de vie sont en voie d'installation dans les faubourgs même des grandes villes occidentales, par les soins mêmes de la bourgeoisie et de son appât du gain.

Il ne sert à rien de se boucher les yeux, le seul choix pour l'humanité est de se débarrasser du système capitaliste et d'organiser rationnellement la vie économique de la planète en fonction des besoins des hommes et non des profits individuels de quelques-uns. C'est cela le socialisme, le communisme, que l'on nous prétend définitivement enterrés alors que c'est, d'abord, le capitalisme qui creuse sa propre tombe.

Et c'est bien ce système capitaliste qu'il importe d'enterrer avant qu'il ne nous ait empoisonnés sous des maux à coté desquels une épidémie de peste ne serait encore rien.

Arlette LAGUILLER

Sursis pour Longuet

QUAND LES AFFAIRES REMUENT LE PANIER DE CRABES

Le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, vient d'obtenir du garde des Sceaux, Pierre Méhaignerie, un répit jusqu'au 31 octobre prochain. L'enquête sur le financement du Parti Républicain va désormais s'étendre au *"financement par M. Gérard Longuet de la construction de la villa de Saint-Tropez"*. Les conclusions seront rendues publiques, nous dit-on.

En fonction du résultat s'ouvrira, ou pas, une information judiciaire susceptible d'entraîner la mise en examen du ministre. On saura alors si Longuet entre dans la catégorie des blanchis, type Léotard, où s'il se retrouve dans la situation de Carignon qui a dû quitter le gouvernement à la veille d'une mise en examen.

Cette fois encore, le complexe appareillage judiciaire permet de faire traîner les choses, tout en ayant l'air d'agir...

Mais qu'est-ce qui est reproché à Longuet ? Rien que de très banal finalement : avoir reçu d'un entrepreneur un rabais de 1,6 million de francs sur le prix d'une villa, en échange vraisemblablement de marchés publics dans la Meuse où Longuet fut député et conseiller municipal. En outre, de grandes entreprises, notamment le promoteur Cogedim, dont le patron vient d'être placé en garde à vue, et la Générale des Eaux, auraient payé une partie de ses factures pour des avantages du même genre. La routine, en quelque sorte.

Interpellé par des journalistes, le ministre a réagi en reprenant une formule qui a fait la célébrité d'un Premier ministre... de gauche, en disant qu'il n'en avait *"rien à cirer"*. Ce n'était pas le cas du ministre de la Justice qui a dû réagir pour préserver un tant soit peu la crédibilité du gouvernement.

Tels quels, les éléments apportés par Van Ruymbecke auraient dû normalement suffire pour ouvrir une information judiciaire. Mais un deuxième Carignon dans le gouvernement Balladur faisant plutôt mauvais effet, Méhaignerie a eu recours à une petite astuce, pour botter en touche au moins jusqu'à fin octobre.

Longuet déclare qu'il n'a pas l'intention de quitter ses fonctions, nationales comme régionales. Il entend se cramponner à son maroquin de ministre. Mais il n'est pas seul à en décider. Balladur préférerait certainement conserver cet allié précieux au sein de l'UDF, mais le pourra-t-il ? Ce n'est pas sûr. D'abord, il y a les conclusion de l'enquête, bien sûr. Mais il y a aussi le ministre de l'Education, Bayrou, et Giscard, tous deux de l'UDF, ravis de mettre des bâtons dans les roues à Balladur par Longuet interposé. Ils se sont empressés de déclarer qu'il n'était pas possible de garder au gouvernement un homme en état de suspicion vis-à-vis de la justice.

Côté RPR, on n'est pas plus arrangeant. Le secrétaire général adjoint, Jean-Louis Debré, plutôt chiraquien, a regretté qu'une information judiciaire n'ait pas été immédiatement ouverte. Il a trouvé dommage que l'enquête ne soit pas confiée à un *"magistrat indépendant"* plutôt qu'à *"un magistrat du parquet qui dépend d'un procureur qui, lui-même, est dans une hiérarchie au sommet de laquelle il y a le garde des Sceaux"*.

Et voilà la suspicion jetée sur le ministre de la Justice... Lui qui se donne du mal en répétant partout, et en faisant répéter par d'autres, qu'il y aurait désormais moins d'affaires de corruption. Il est à peu près aussi convaincant que s'il expliquait que la droite est unie !

Jacques FONTENOY

Les fêtes de Lutte Ouvrière

Samedi 1er octobre

- **À ORLÉANS**
  Espace Béraire - La Chapelle-Saint-Mesmin
  de 15 heures à minuit
- **À LIMOGES**
  Salle des fêtes de Landouge
  à partir de 18 heures
- **À ROUEN**
  Centre d'activités culturelles Simone-Signoret
  à Amfreville-la-Mivoie à partir de 15 heures
- **À GRENOBLE**
  Foyer municipal de Pont-de-Claix
  à partir de 15 heures (Bus n° 8)
- **À TOURS**
  Salle de la Pléiade,
  rue Léon-Bourgeois à La Riche
  de 15 heures à minuit

Samedi 1er et dimanche 2 octobre

- **À TOULOUSE**
  Parc de la Mounède,
  Route de Saint-Simon (Toulouse)
  – *Samedi à partir de 18 heures*
  – *Dimanche jusqu'à 20 heures*
- **À DIJON**
  Salle Mendès-France à Quétigny
  – *Samedi à partir de 19 heures*
  – *Dimanche à partir de 12 heures*

Les ministres responsables mis en examen

LE SANG CONTAMINÉ PAR LES PROFITS

Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales lorsqu'éclata "l'affaire du sang contaminé", vient d'être mise en examen (inculpée) pour *"complicité d'empoisonnement"*, après la plainte d'hémophiles atteints du SIDA suite à des transfusions sanguines. Edmond Hervé et Laurent Fabius, qui étaient secrétaire d'Etat à la Santé et Premier ministre de l'époque, devraient être également mis en examen pour la même raison.

Ces mises en examen tardives – les faits remontent à 1985 – ne sont pas si surprenantes que cela. A la veille d'élections présidentielle et municipales, l'actuelle majorité n'est sans doute pas mécontente d'embarrasser le Parti Socialiste et, devant l'émotion soulevée à juste titre par ce scandale, de sembler faire écho à l'opinion... des électeurs. Mais, il a quand même fallu plus de neuf ans à la justice pour rouvrir ce dossier. La justice, c'est bien connu, se hâte lentement. Tout comme, d'ailleurs, l'ont fait les protagonistes de cette histoire qui, informés des risques qu'ils faisaient courir aux transfusés avec du sang qui pouvait être contaminé, ont attendu plusieurs mois pour réagir.

Les anciens ministres mis en cause vont sans doute arguer de leur bonne foi. C'est ce que fait G. Dufoix qui déclare qu'*"il est impensable que tant de ministres, en France et à l'étranger, aient eu à la même époque la volonté de nuire. Or nous avons tous fait la même chose"*. Eh oui, en Allemagne par exemple, ce fut la même chose. Mais Georgina Dufoix ne manque pas de culot quand elle prétend que *"tout le monde était d'accord"*. Avait-on demandé leur avis aux transfusés et, surtout, les avait-on informés du fait que le président du Centre National de la Transfusion Sanguine (CNTS) avait été limogé, début 1985, pour avoir mis en doute la qualité des produits sanguins proposés aux hémophiles ? Bien sûr que non.

Prétendre que *"l'on ne savait pas"*, comme le font tous ceux qui portent une responsabilité dans l'affaire, c'est mentir. Aujourd'hui, on sait que les responsables des organismes publics de Santé savaient que le sang "non chauffé" pouvait transmettre le SIDA. Ils savaient qu'il y avait des tests de dépistage efficaces, mais l'un d'eux, du laboratoire américain Abott, fut mis pendant des mois sous embargo pour ne pas faire de tort à l'Institut Pasteur, qui préparait le sien. Même quand des directives ministérielles vinrent interdire le remboursement par la Sécurité sociale des produits "non chauffés", parce qu'ils pouvaient s'avérer dangereux, d'autres directives ont permis au CNTS de continuer à écouler son stock de sang contaminé.

Pour tous ceux qui étaient en situation de prendre des décisions de santé publique, les enjeux étaient énormes. Mais ce qui se trouvait en jeu, pour certains d'entre eux au moins, ce n'était pas la santé, la vie des hémophiles avec lesquelles ils jouaient, au mieux par irresponsabilité, au pire pour de sordides intérêts financiers. Ce qui était en jeu, c'étaient les intérêts de Pasteur, des sociétés françaises commercialisant des produits sanguins non sûrs mais rentables.

C'est cela aussi qui explique que plusieurs rapports sonnant l'alarme ont, durant plusieurs mois, été mis sous le boisseau, ont disparu : des conseillers ministériels, des responsables se trouvaient intéressés personnellement, financièrement dans cette situation. G. Dufoix le reconnaît d'ailleurs à mimots quand elle invoque *"une responsabilité collective"*.

Seulement, pour l'instant, elle ne va pas jusqu'à dire – car de ces choses-là, il vaut mieux ne pas parler au bon peuple – que les ministres n'étaient peut-être pas les premiers informés et que finalement, dans ce secteur comme dans tous les autres de l'appareil d'Etat, ce sont des "conseillers", incontrôlés, inconnus du public et bien sûr non élus qui décident. Et qui décident, non pas en fonction des intérêts de la collectivité, mais des groupes financiers qui dominent la société et auxquels ils sont soumis, sinon liés.

P. L.

LES DESSOUS DE LA SANTÉ... DES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

AFP

Le ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, autrement dit Simone Veil, vient de rendre publiques les mesures qu'elle a récemment prises pour assainir les rapports entre les laboratoires pharmaceutiques et les pouvoirs publics, en accord avec la direction du Service central de prévention de la corruption.

En particulier, tous les "experts" (en général des universitaires et médecins hospitaliers) qui participent aux procédures d'autorisation de mise sur le marché des médicaments, à la fixation de leur prix, etc., sont sommés de faire, par écrit, une "déclaration d'intérêts" mentionnant les liens qui les unissent à des laboratoires de l'industrie pharmaceutique, et de se retirer de "toutes les délibérations" et des votes concernant les produits issus de ces laboratoires ou les produits directement concurrents.

Cela revient à reconnaître que la "transparence" n'était pas de mise dans les prises de décisions concernant les médicaments, et à faire plus que sous-entendre que les laboratoires pharmaceutiques ne se seraient pas privés de corrompre des spécialistes pour qu'ils donnent un coup de pouce dans le sens de leurs intérêts !

Il faut dire que les enjeux en termes de profits sont grands pour l'industrie pharmaceutique. Une autorisation de mise sur le marché donnée un peu plus vite, et c'est un médicament qui va peut-être prendre la place de leader dans son domaine. Un prix de remboursement par la Sécurité sociale fixé un peu plus haut, et c'est une source de surprofits conséquents pour les entreprises qui fabriquent ce médicament. En même temps, évidemment, c'est une source de dépenses supplémentaires pour la Sécurité sociale, qui déjà en règle générale représente une bonne garantie, grâce à ses remboursements, de la santé de l'industrie pharmaceutique.

On peut aussi remarquer que l'annonce des mesures décidées par Simone Veil tombe en même temps que l'ouverture, ou la réouverture, d'une information judiciaire visant la société Médiconseil. Cette société "donnait des conseils" aux laboratoires pour présenter leurs dossiers à l'organisme alors chargé de délivrer les autorisations de mise sur le marché. Le président et seul animateur de la société Médiconseil était en même temps membre de la commission d'autorisation des médicaments... et il a rétribué, entre 1988 et 1989, pour des "études", plusieurs élus RPR – dont l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports, Michèle Alliot-Marie – qui n'avaient pas spécialement de compétence dans le domaine. Alors, la justice se pose des questions... même si c'est tardivement. Dans cette affaire de médicaments, d'études quelque peu étonnantes et de factures imposantes payées par d'importants laboratoires, elle flaire des "trafics d'influence" – c'est-à-dire de la corruption, de l'"abus de biens sociaux", du financement occulte de parti, etc. !

Bref, cela donne une "affaire" de plus... et une occasion pour Simone Veil de se faire de la publicité, alors qu'il est bien difficile de savoir si les mesures qu'elle a prises changeront grand-chose aux relations entre les pouvoirs publics et les firmes pharmaceutiques. Après tout, celles-ci ne sont probablement ni plus ni moins scandaleuses que celles qui sont de mise entre les pouvoirs publics et le reste des entreprises !

Sylvie FRIEDMAN

Le double incident sur un Airbus

LA "BOÎTE NOIRE" NE PARLERA PAS...

Un Airbus a frôlé la catastrophe le 24 septembre. Cette fois il s'agissait d'un A310 qui assurait la liaison Bucarest-Paris pour le compte de la compagnie roumaine Tarom. L'appareil était au-dessus de Villeneuve-le-Roi, en procédure d'approche avant d'atterrir à Orly, quand il a effectué une chute brutale de plusieurs centaines de mètres. C'est la présence d'esprit du pilote qui, en réussissant à redresser l'appareil, a sans doute sauvé la vie des 182 passagers, sans parler de celle des habitants des quartiers survolés, qui justement manifestaient le lendemain même contre les nuisances de l'aéroport.

Comme d'autres incidents et accidents survenus sur des Airbus dans le passé – en particulier la catastrophe de Nagoya, au Japon, qui avait fait 262 victimes – celui-ci s'est produit alors que le pilote automatique était enclenché.

Ce mécanisme permet de programmer une trajectoire et de laisser les instruments piloter l'appareil en s'aidant des mesures d'altitude et de vitesse fournies par les instruments de bord et des indications de position fournies par les signaux radio émis par un système de balises fixes situées au sol. C'est d'ailleurs un mécanisme classique puisqu'il équipe les avions de ligne depuis des décennies. Il n'empêche que le bon fonctionnement du pilote automatique dépend de la fiabilité des appareils de mesures, des récepteurs radio et des appareils de commande aux organes de l'avion. Il peut donc y avoir de multiples causes de panne.

Mais de plus, dans le cas des accidents passés survenus à des Airbus, des défaillances étaient apparues selon les pilotes dans le dispositif de pilotage automatique lorsque le pilote tentait de reprendre le contrôle manuel de l'appareil. C'est d'ailleurs ce qu'Airbus-Industrie a implicitement reconnu en ordonnant cette année, au lendemain de l'accident de Nagoya, des modifications sur le pilote automatique de tous les A310 et A300-600 en circulation. Ce qui n'a pas empêché les commissions d'enquête de conclure dans la plupart des cas à des "erreurs humaines" – les constructeurs n'ont jamais tort, c'est bien connu.

Que s'est-il passé cette fois-ci ? On ne le saura peut-être jamais car la "boîte noire" qui conserve la trace des paramètres de vol n'a pas fonctionné. Seule reste celle qui a enregistré le contenu des messages radio échangés par l'équipage avec le monde extérieur. Hasard ? Peut-être, mais c'est un hasard qui risque de servir surtout les intérêts du constructeur et de son carnet de commandes, en lui permettant de jouer sur le bénéfice du doute pour nier toute responsabilité. Quant aux passagers et aux équipages, tant pis pour leur sécurité.

AFP

Le projet de budget pour 1995

DU SUR MESURE POUR LE PATRONAT

AFP

Sarkozy, ministre du Budget et Alphandéry, ministre de l'Economie et des Finances.

Le gouvernement a présenté, le 21 septembre, sa première mouture du *"projet de loi de finances pour 1995"*.

Nicolas Sarkozy, ministre du Budget, après avoir annoncé que *"la diminution du déficit budgétaire est une priorité nationale"*, s'est flatté de posséder un *"certain courage pour réduire le déficit à quelques mois d'une consultation électorale majeure"*. Avec insistance, le ministre a souligné en effet l'absence de démagogie dans ce budget, budget de rigueur, budget vérité qui refuserait de céder à toute complaisance, y compris dans cette période pré-électorale. L'important pour tous serait de redresser la situation économique du pays et donc de réduire le déficit budgétaire. Il l'aurait d'ailleurs déjà été, grâce à la bonne politique du gouvernement, explique Sarkozy, puisque de 341 milliards de francs annoncés en avril 1993, il descendrait, en 1995, à 275 milliards de francs. Il s'agit donc de poursuivre sur cette lancée en faisant des économies et en appelant tout le monde à faire des efforts...

Le problème est que ce n'est pas vraiment tout le monde, bien sûr, comme on peut le constater à la lecture des mesures annoncées... Car derrière les phrases sur la *"solidarité nationale"*, il y a la politique de gouvernants au service du grand patronat. Ce qui n'a pas empêché ce dernier de se déclarer tout à fait insatisfait par ce budget. En particulier, François Périgot, président du CNPF et patron des patrons, a protesté contre la taxe professionnelle légèrement relevée pour moins de 10 000 entreprises. Cela lui paraît inadmissible et il affirme que cette décision *"risque de fragiliser la reprise économique en pénalisant l'emploi et l'investissement"* ! Cela alors que le projet regorge de mesures représentant autant de subventions aux patrons, subventions qui ne sont bien sûr assorties d'aucune contrainte quant à *"l'emploi et l'investissement"* justement.

En fait, comme chaque année, la loi de finances que le gouvernement se prépare à faire adopter est marquée par la rigueur pour le budget des familles populaires et la générosité pour celui des capitalistes et des bourgeois. Ceux-ci bénéficient de toute la sollicitude de Balladur et de ses ministres tandis que des prélèvements supplémentaires, sous forme d'impôts indirects en particulier, s'annoncent pour les travailleurs et les chômeurs.

Sous prétexte de lutter contre le chômage, Nicolas Sarkozy a présenté le budget en soulignant l'intention du gouvernement de mettre fin à ce qu'il appelle *"les raisons du mal français"*, c'est-à-dire un taux de chômage qui atteint aujourd'hui 12,6 % de la population active, taux supérieur à celui des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Ce faisant, il a dénoncé *"un coût du travail trop élevé, notamment pour les personnes les moins qualifiées ; une insertion des jeunes dans le monde du travail déficiente, notamment en matière d'apprentissage ; un monde des entreprises marqué par l'insuffisance de la flexibilité ; trop peu d'entreprises qui se créent, 25 000 environ par mois, etc."*

Il n'est pas difficile alors de savoir dans quelles directions vont être cherchées des (fausses) solutions : abaissement du coût du travail, plus grande flexibilité des horaires, précarité de l'emploi, etc. Il n'y a en effet là rien de démagogique, du moins à l'intention des classes populaires ! On nous expliquera seulement qu'il s'agit de faire en sorte qu'arrive la fameuse *"reprise"* économique...

Lucienne PLAIN

SUBVENTIONS AUX PATRONS

Le projet de budget prévoit une série de mesures qui représentent, directement ou non, des aides sonnantes et trébuchantes aux patrons.

Parmi celles-ci, l'une prévoit de *"poursuivre l'allègement du coût du travail sur les bas salaires"* avec en particulier *"à partir du 1er janvier 1995, l'exonération totale (des cotisations familiales) pour les salaires inférieurs à 1,2 Smic, et égale à 50 % pour ceux compris entre 1,2 et 1,3 Smic. Au total, plus de trois millions de salariés devraient être concernés par cette mesure"*.

D'autre part, le projet déclare qu'il faut *"privilégier les mécanismes de flexibilité..."*. Ce qui signifie, entre autres mesures, l'augmentation de près de 40 % (37,7 %) des aides gouvernementales aux *"restructurations industrielles"* c'est-à-dire par exemple au passage à temps partiel ou à la réduction collective de la durée du travail. L'Etat prévoit également de financer à la hauteur de 250 MF le *"temps réduit indemnisé de longue durée"* (TRILD).

IL PLEUT DES TAXES

Toute une panoplie de mesures annexes complète le dispositif du projet de budget, dispositif dit de *"soutien de l'activité et de l'emploi"* !

Pour les employeurs et les propriétaires, c'est un joli bouquet qui est offert. Ainsi, sont annoncés le renforcement de l'exonération de la taxe sur les salaires pour les employeurs d'un salarié payé au Smic, le relèvement de 50 % du plafond de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations de l'habitation principale, le relèvement de 50 000 à 70 000 F du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global pour les propriétaires-loueurs, l'exonération des revenus fonciers procurés par les deux premières années de location d'un logement vide depuis plus d'un an au 31 décembre 1994 et remis en location avant la fin 1995, etc.

En revanche, les consommateurs récoltent une volée de hausses des impôts indirects, les plus injustes, ceux qui pèsent le plus lourdement sur les bourses des foyers les plus modestes.

L'augmentation du gaz et de l'électricité est annoncée. Le taux de la TVA qui leur est applicable passera de 5,5 % actuellement à 18,6 %. L'Etat entend aussi relever les tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) qu'il prélève sur chaque litre pris à la pompe par les automobilistes. Ainsi, pour le super, il prendra 20,5 centimes de mieux ; pour le super sans plomb, 27,7 centimes. Pour tous les autres produits, ainsi que pour le gaz, la TIPP serait relevée à hauteur de l'indice des prix, soit de 1,7 %. Et ces prélèvements supplémentaires de la part de l'Etat se traduiront, bien sûr, par une augmentation pour les consommateurs.

CADEAUX FISCAUX POUR LES RICHES

Toujours sous prétexte d'œuvrer à la création d'emplois, le projet de budget pour l'année à venir est particulièrement généreux pour les patrons et les riches au chapitre de la fiscalité.

Toutes les familles bourgeoises seront servies. Et bien servies ! *"Les services à domicile : des besoins immenses"* proclame le projet avant d'expliquer le relèvement conséquent des réductions d'impôt consenties à tous ceux qui embaucheront du "personnel de maison". Depuis 1992, qui embauchait une personne à domicile bénéficiait d'une réduction d'impôt correspondant à 50 % du salaire versé, avantage fiscal pouvant aller jusqu'à 13 000 F au maximum. A partir du 1er janvier 1995, le plafond de cette réduction d'impôt sera porté à 45 000 F. Beau cadeau qui devrait entraîner – selon le gouvernement – la création de... 20 000 à 30 000 emplois à temps plein... de domestiques ainsi fournis à moitié prix.

LES VERTS CHERCHENT PARTENAIRE

A compter du 23 septembre et pendant une semaine a été ouvert le dépôt des candidatures écologistes à l'élection présidentielle. Dominique Voynet, la représentante des Verts, composante du mouvement écologiste à laquelle appartenait Waechter avant qu'il ne fonde le Mouvement pour une Ecologie Indépendante, vient de se porter "candidate à la candidature".

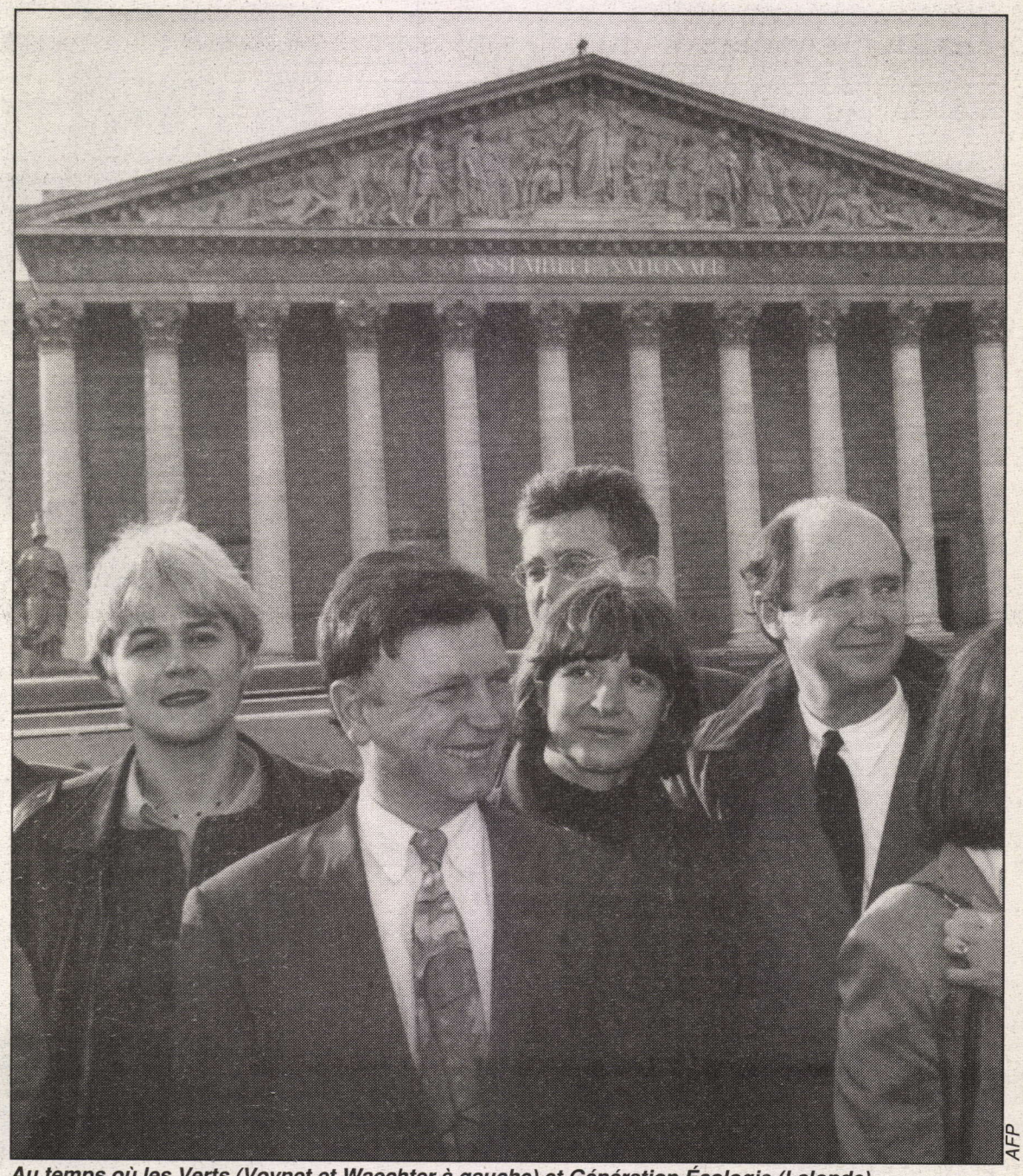
Antoine Waechter, qui fut le candidat des écologistes lors de l'élection présidentielle de 1988, s'était vu vertement reprocher par une fraction de ses pairs son apolitisme, qu'il résumait dans la formule *"ni à gauche, ni à droite"*. Voynet, elle, contrairement à ce dernier, ne renverrait pas dos à dos la gauche et la droite. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 25-26 septembre, la porte-parole des Verts trace quelques points du programme qui pourrait être le sien si sa candidature était retenue par une majorité des écologistes. Et le moins que l'on puisse dire de ce programme, c'est qu'il ressemble fort à tous ceux avancés par les écologistes, y compris Waechter. On y trouve pêle-mêle *"l'abandon de la filière de la surgénération nucléaire, l'abandon définitif des essais nucléaires, la mise en place d'un processus de réduction massive du temps de travail* (avec ou sans diminution des salaires ?), *le droit au logement des personnes en situation de précarité ou d'exclusion"*, etc.

Quant à savoir si Voynet s'ancre dorénavant à gauche, comme le lui reprochait Waechter, la réponse est des plus nettes : "Non", répond-elle, bien qu'elle espère que des "partenariats" soient possibles avec des candidats ou des listes de gauche... aux prochaines élections municipales.

En d'autres termes, la candidate des Verts dit avoir maintenant une *"confiance constructive"* qui peut lui permettre des alliances avec le PS ou Delors, présenté comme *"un démocrate, capable d'écouter"*, bien que son *"modèle économique"* soit *"productiviste et inégalitaire"*. Mais tout reste si vague dans les propos de Voynet, que les quelques signaux émis à l'intention de la gauche laissent tout de même la porte ouverte du côté de la droite...

L'*"autre façon de faire de la politique"* promise autrefois par le mouvement écologiste ressemble, décidément, furieusement à l'ancienne.

G.L.



AFP

Au temps où les Verts (Voynet et Waechter à gauche) et Génération Écologie (Lalonde) avaient de grandes espérances lors des législatives de mars 1993. Gauche ? Droite ? Peu importe, ce qui compte, c'est trouver l'entrée du Parlement.

LO, ROUGE ET LES AUTRES...

Mais quelle mouche a donc piqué *Rouge* à propos de notre éditorial (LO du 16 septembre) sur le passé de Mitterrand ? Dans son numéro du 22 septembre, *Rouge* nous reproche d'un côté de formuler *"une évidence, voire une banalité"* en affirmant que *"de Gaulle et Pétain ont été tous deux des défenseurs de l'ordre bourgeois"*. Et il nous reproche en même temps de *"ne pas faire dans la nuance"* lorsque nous affirmons : *"Que Mitterrand ait été pétainiste ou gaulliste en 1942, (...) cela ne change pas grand-chose (...)"*.

Mais quelle est donc cette nuance dont l'absence chagrine tant le rédacteur de *Rouge* ? Est-ce cette banalité qu'il nous assène qu' *"il était plus facile de militer sous la V^e^ République gaulliste que sous le régime de Pinochet" ?* Ce n'est évidemment pas ce qui est en discussion.

Alors, est-ce le fait que nous ne donnons pas une importance démesurée aux choix des hommes politiques de la bourgeoisie, d'être du côté de Vichy ou du côté de de Gaulle ? Eh oui, nous ne donnons à cette "opposition"-là pas plus d'importance... que n'en a donné le personnel politique de la bourgeoisie lui-même, et pas seulement à droite mais aussi parmi les socialistes, les radicaux-socialistes et les radicaux qui se retrouvèrent, dans leur immense majorité, pétainistes en 1940 avant de devenir gaullistes au fur et à mesure qu'il devenait évident que l'Allemagne allait perdre la guerre. Eux savaient ce que *Rouge* reconnaît en principe mais nie en pratique, que de Gaulle et Pétain ne représentaient rien d'autre que deux options possibles pour la bourgeoisie française. Ils n'avaient aucun complexe à l'époque à passer d'un bord à l'autre car ils n'y voyaient certainement pas ce fossé que *Rouge* y voit aujourd'hui. Et il est triste de devoir rappeler que de Gaulle, pas plus que Pétain, ne représentait en quoi que ce soit les intérêts de la classe ouvrière. Mitterrand, lui-même, n'est pas resté "pétainiste" puisqu'il a fait allégeance à de Gaulle et est entré dans la résistance en 1943... comme beaucoup car les gaullistes de 1943 ou de 1944 étaient bien souvent les pétainistes de 1940, 1941, 1942. Pour la plupart, ils n'étaient pas "avec les nazis" comme le dit *Rouge* sans nuance, mais ils étaient avec Pétain ou avec de Gaulle, ou avec l'un après avoir été avec l'autre, pour défendre les mêmes intérêts, ceux de l'impérialisme français, dans des situations différentes. D'ailleurs cela explique tout naturellement que d'anciens pétainistes aient pu après la guerre tenir à nouveau le haut du pavé, avoir pignon sur rue, et continuer, comme Bousquet, à fréquenter le Tout-Paris. Car la classe politique bourgeoise, malgré les différentes options qui peuvent la diviser, sait reconnaître les serviteurs de l'Etat bourgeois, prêts à remplir leur devoir de politiciens bourgeois dans toutes les circonstances et à faire le sale boulot quand il se présente.

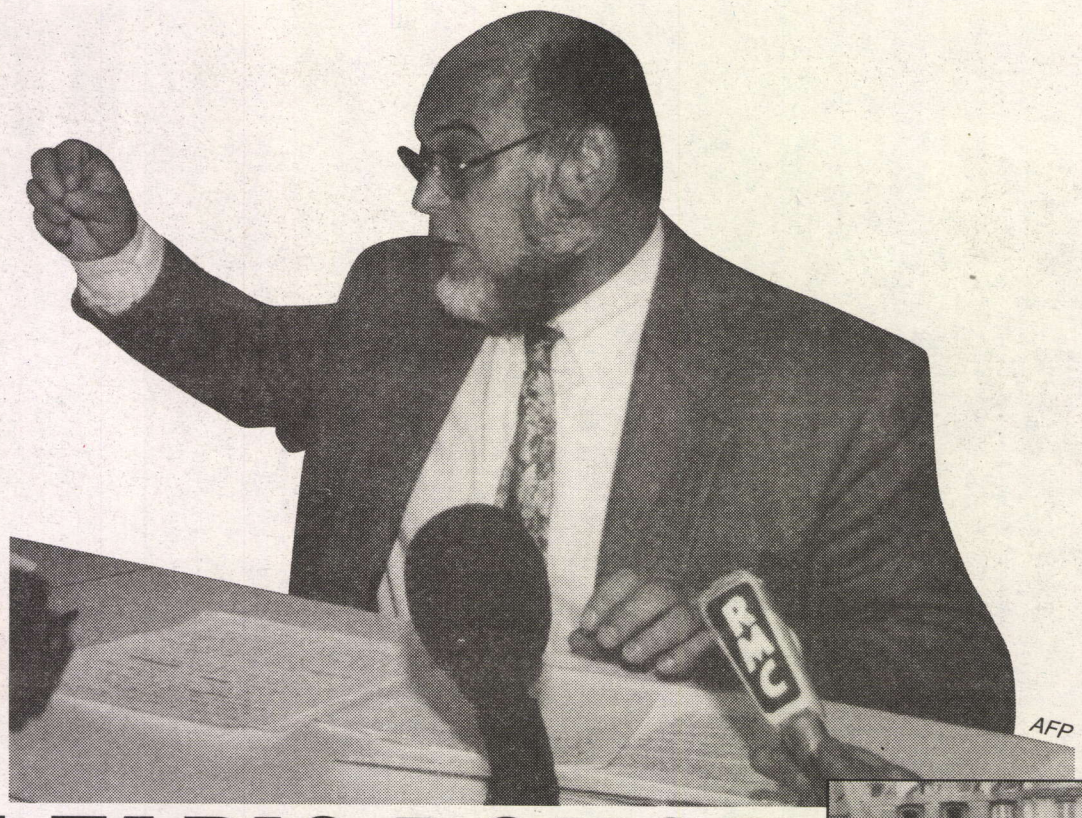
Alors d'où vient donc cette sensibilité de *Rouge* sur cette question, cinquante ans après ? Pourquoi tient-il tant à participer à cette escroquerie qui consiste à présenter la Deuxième Guerre mondiale comme la guerre de la démocratie contre le fascisme et à faire de l'attitude envers le gouvernement de Vichy ou envers de Gaulle une ligne de partage qui se substitue au critère de classe ? Pourquoi *Rouge* se fourvoie-t-il dans cette galère ? Est-ce donc pour tenter de plaire aux rénovateurs et autres réformateurs, aux Fiterman et aux Chevènement ?

Ceux-là sont d'autant plus prêts à considérer l'anti-pétainisme comme un brevet de gauche qu'ils n'ont jamais eu l'occasion d'être pétainistes. Ces gens-là, qui ont été ministres en toute connaissance de cause sous Mitterrand, condamnent aujourd'hui son passé pétainiste – dont ils n'ignoraient rien. Mais ils ne dénoncent nullement un passé plus récent qu'ils connaissent encore mieux : son passé de ministre de la IVème République, anti-communiste, colonialiste, qui a couvert les horreurs des guerres coloniales. Car ce sont eux-mêmes des politiciens bourgeois de la même eau.

Faire comme *Rouge* des concessions politiques pour se faire admettre par ces gens-là, c'est renoncer à combattre toute politique bourgeoise au sein de la classe ouvrière. C'est risquer enfin, à force de finasser sur les nuances, d'y perdre définitivement sa couleur.

Dominique CHABLIS

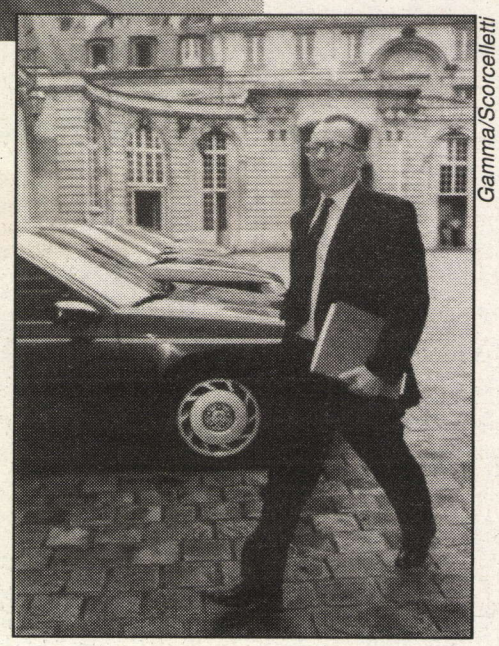
La candidature du PCF à l'élection présidentielle



AFP

Le PCF a décidé qu'il serait présent lors de la prochaine élection présidentielle, et propose que son candidat soit le secrétaire national du parti, Robert Hue. Répondant à ceux qui, au sein de la direction du PCF, contestent l'opportunité de présenter un candidat au premier tour, Alain Bocquet, au nom de sa direction, explique qu'il ne s'agit pas cette fois de commettre de nouveau *"l'erreur grave qui consistait à ne pas présenter de candidat en 1965 et en 1974."*

UN TAPIS ROUGE POUR DELORS ?


Gamma/Scorcelletti

Une "erreur"... mais laquelle au juste ?

En 1965, en effet, le PCF avait décidé de ne pas avoir de candidat en concurrence avec Mitterrand, s'effaçant sans obtenir la moindre contrepartie. Le futur président de la République, qui n'était pas alors le premier secrétaire du PS qu'il devait devenir six ans plus tard, en 1971, était présenté par les dirigeants du PCF comme le candidat qui pourrait battre de Gaulle, c'est-à-dire, disaient-ils déjà, qui permettrait de battre la droite. Ce ralliement de la direction du PCF avait d'ailleurs provoqué un certain trouble au sein du parti et en particulier parmi les étudiants communistes, car beaucoup avaient en mémoire le passé ministériel encore tout frais de Mitterrand, marqué par ses prises de position ouvertement anti-communistes, et plus encore, en particulier pour la jeunesse, le souvenir tout proche de ses responsabilités dans l'extension de la guerre en Algérie, et dans la féroce répression qui s'exerçait contre ceux qui se battaient contre la domination coloniale de la France.

Mitterrand n'avait-il pas déclaré : *"L'Algérie, c'est la France"* ? C'était lui aussi, en tant que garde des Sceaux, qui avait signé la condamnation à mort du militant du Parti Communiste Algérien Fernand Yveton, exécuté au début de la guerre coloniale Mitterrand était moins soucieux de ce côté-là de la *"réconciliation entre Français"* qu'il devait réserver, quelques années plus tard, aux généraux de l'OAS ou à René Bousquet. Mais les dirigeants du PCF savaient déjà faire taire leurs souvenirs pour mieux travailler aux alliances futures.

L'alliance aboutit à ce que les mêmes, en 1974, s'effacent de nouveau devant Mitterrand, devenu entre-temps premier secrétaire du Parti Socialiste, et à ce titre signataire en 1972 du "Programme commun". Le fait que le PCF ait mis son autorité, son influence, le dévouement et l'énergie de ses militants au service des ambitions personnelles et politiques de ce faux homme de gauche qu'était – et qu'est toujours – Mitterrand remonte donc à loin. Aujourd'hui les dirigeants glissent rapidement sur ce passé, disant à la sauvette qu'il ne s'agit que d'une "erreur", concédant même pour faire plus sérieux qu'elle serait "grave". Comme on confesse un gros péché en s'imaginant que c'est suffisant pour que les travailleurs, qui en ont été les victimes, sinon oublient, du moins excusent les fautifs selon l'adage que tout le monde peut se tromper.

Et Hue, remettez-nous ça !

Mais ce n'était pas une erreur. C'était un choix politique, qui ne tenait d'ailleurs pas seulement dans le fait qu'il y ait eu ou non un candidat du PCF au premier tour de l'élection présidentielle. En 1981, il y eut un candidat, Marchais, qui cautionna l'élection de Mitterrand. Cela n'empêcha pas que s'amorce le déclin électoral du PCF, car c'est une conséquence de l'entreprise de mystification à laquelle toute la direction du PCF a participé, utilisant l'audience de ses militants à convaincre les travailleurs que le gouvernement socialiste – auquel des ministres communistes étaient associés – était le meilleur gouvernement qu'ils pouvaient espérer en leur faveur. Les travailleurs déçus, rendus méfiants à l'égard de ceux qui leur avaient menti, se sont détournés du PCF, et certains, même du combat politique. C'est cela, et uniquement cela que le PCF, et malheureusement avec lui la classe ouvrière payent, et pas seulement "l'erreur" de ne pas avoir été présent à l'élection présidentielle en 1965 et 1974.

Mais le comble, c'est que ces explications visent à préparer les dirigeants du PCF à recommencer la même chose. En invoquant la nécessité de "battre la droite" le PC s'apprête à faire voter pour le candidat de gauche au second tour, qui sera, on peut le pronostiquer, vraisemblablement Delors ; un politicien aujourd'hui socialiste, après avoir commencé sa carrière au service d'un Premier ministre gaulliste, et qui ne fait même pas mine d'apparaître comme un homme de gauche.

A quoi peuvent bien rimer, dès lors, les envolées oratoires de Hue lorsqu'il se proclame le candidat *"anti-fric"*, lorsqu'il se présente comme *"une candidature contre l'argent-roi"* puisqu'on sait que cela va aboutir à cautionner un politicien qui cédera – qui a cédé par avance – aux exigences des puissances du "fric" en question ?

Robert Hue terminait la conférence de presse qui concluait les travaux du conseil national qui l'a désigné comme candidat probable de son parti par ces mots : *"La candidature communiste va peser et va surprendre"*. Des surprises ? La voie politique empruntée par les dirigeants du PCF n'en ménage guère, sinon des mauvaises pour ceux qui auraient des illusions. Mais les travailleurs ont été vaccinés. Ils ont fait l'expérience qu'il n'y a pas d'issue à leurs difficultés du côté où Hue et le PCF veulent les entraîner.

Pour en trouver une, il faut rompre la chaîne qui, du PCF au PS, et du PS à d'autres , Tapie peut-être, contribue à mettre les travailleurs à la remorque de gens au service des patrons, de politiciens qui ne sont que les défenseurs des intérêts des bourgeois.

Jean-Pierre VIAL

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
aura pour thème :
De l'avant-guerre à l'après-Seconde Guerre mondiale :
LA "LIBÉRATION" ET LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS
Vendredi 7 octobre 1994, à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

AFP

Manifestants et policiers face à face.

Haïti

Dirigeants am
Aristide :

LEUR C
COM
DES MASS

Les dirigeants américains, les dictateurs haïtiens toujours en place et Aristide toujours en exil se rejoignent dans la même crainte d'une vague de violence venant des classes pauvres. Pourtant, l'accrochage du Cap Haïtien où une dizaine de policiers au service de la dictature ont été tués par les troupes américaines s'est traduit par un regain d'illusion à l'égard de ces dernières aux yeux des victimes de la terreur militaire des trois dernières années. Pourtant, ceux sur qui pesaient non seulement la violence des militaires, des nervis et des bandes armées privées au service des riches, mais aussi la lutte quotidienne contre la faim, sont pour le moment dans l'expectative. Ils sont dans l'attente du retour d'Aristide et leur haine des suppôts de la dictature se manifeste surtout par des applaudissements aux soldats américains là où ces derniers semblent – à tort ou à raison – s'opposer aux militaires.

LE CLIVAGE ?

A Haïti, les troupes américaines ont donc tué une dizaine de policiers au service de la dictature. Aucun pauvre d'Haïti, aucun travailleur d'ici, n'a à verser une larme sur ces morts car les policiers de ce régime, ses militaires, ses supplétifs civils ont commis au moins 3 000 assassinats depuis le coup d'Etat anti-Aristide et, avec 10 pour 3 000, la justice est loin du compte.

D'autant qu'il n'est pas dit que le gouvernement américain ne fasse pas des excuses et des concessions supplémentaires aux généraux d'Haïti.

C'est qu'il est manifestement plus difficile de faire effectuer un virage à 180° à une armée sur le pied de guerre que de faire retourner leur veste à des hommes politiques ou à des diplomates.

Il y a quelques semaines, on avait droit à des discours menaçants de Clinton envers les "criminels" qui avaient usurpé le pouvoir à Haïti. *"Si vous ne partez pas, nous vous chasserons"*, disait-il aux généraux.

Et puis ce fut une délégation avec un ex-président et un ex-chef d'état-major qui négocia un débarquement pacifique qui fut présenté comme une victoire de la diplomatie américaine. Les généraux haïtiens auraient bien été incapables d'opposer la moindre résistance à une invasion. Pas seulement parce que leur armée était faible et mal armée, mais parce qu'ils ne pouvaient même pas compter sur elle et encore moins sur un soutien populaire. Et, diplomatie oblige, on a commencé à parler de patrouilles communes entre les troupes du dictateur Cédras et celles de la diplomatie américaine.

Mais voilà, les soldats américains avaient été maintenus sous pression pendant des semaines. Les paras avaient déjà dû faire demi-tour avant de revenir en hélicoptères. Aux troupes, on avait dit qu'elles allaient chasser des dictateurs, des assassins, et faire respecter les droits de l'homme ; qu'ils étaient les soldats de la liberté.

Arrivés à Haïti, on leur a demandé de fraterniser avec les policiers et les soldats haïtiens et de regarder sans bouger lesdits policiers battre à mort un manifestant pacifique, tirer sur des enfants, et d'assister sans broncher, le matin, à l'enlèvement de cadavres d'hommes assassinés pendant la nuit dans les quartiers populaires par les macoutes.

Et encore, n'ont-ils pas vu ce qui était devenu la mode, pour ces derniers, dans les jours précédents, et qui consistait à enlever les corps en ne laissant bien en vue que les têtes de leurs victimes.

Mais ce n'est pas parce que cet incident a eu lieu que le peuple haïtien est débarrassé de la dictature, des exactions et de la terreur.

C'est que la bourgeoisie haïtienne, médecins, avocats, commerçants, etc., les notables, ne sont pas du tout pour le retour d'Aristide. Ils craignent qu'il soit débordé - pas assez ferme, pas assez dur, pas assez brutal - pour faire accepter la misère au peuple.

Et le gouvernement américain pense de même. Sur ses quatre ans de mandat présidentiel, Aristide n'en a plus qu'un à faire. Même s'il revient, ce n'est pas pour longtemps. Et ce sera sous contrôle des troupes étrangères jusqu'aux élections.

Les troupes US ne sont pas là pour mettre au pas les assassins en uniforme qui règnent là-bas, même si quelques soldats ont du mal à faire de la diplomatie. Pour changer tant soit peu les choses, il faudrait un désarmement total de l'armée et de la police haïtiennes par la population elle-même. Bien sûr, les riches qui entretiennent des milices privées d'assassins à leur service ne voient pas les choses comme cela. Mais le peuple haïtien s'est déjà débarrassé de Duvallier, malgré les macoutes à son service. Alors comme l'occupation étrangère ne peut durer indéfiniment, il n'est pas dit que, cette fois-ci, il se laissera abuser par les uns ou par les autres, y compris par Aristide.

Editorial des bulletins d'entreprise du 26 septembre

"Déchoukage" au Cap Haïtien

Mais plusieurs événements montrent que la transition mise en œuvre par les Etats-Unis n'obéira pas nécessairement aux souhaits de ces derniers.

Au Cap Haïtien – une des villes où la dictature a été la plus infâme – le siège de la police et une caserne ont été "déchoukés" par des manifestants, ainsi que le poste militaire de plusieurs localités du voisinage. Les militaires locaux semblent s'être prudemment retirés devant l'explosion de haine, pendant que le porte-parole de l'armée haïtienne faisait des appels du pied à l'armée américaine pour qu'elle prenne en main directement le maintien de l'ordre dans toute la région du Nord. Plusieurs commerces et entrepôts de nourriture auraient été occupés dans la même région, leurs stocks répartis. Idem à Gonaïves, troisième ville du pays. Il semblerait qu'il se soit agi là du dépôt d'une organisation humanitaire. Mais il y a quand même de quoi faire peur aux riches. Dans les quartiers pauvres on sait non seulement que les grandes familles bourgeoises ont financé le coup d'état militaire ; que la quasi-totalité de la bourgeoisie soutenait la dictature ; mais on sait aussi que nombre de grands bourgeois, nombre de commerçants se sont enrichis en profitant de l'embargo pour stocker, pour créer une pénurie même là où il

AFP

Aristide entre le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major américains, lors d'une cérémonie au Pentagone le 21 septembre.

éricains, militaires haïtiens,

RAINTE MUNE ES PAUVRES

n'y avait pas lieu qu'il y en ait, pour hausser les prix des produits alimentaires, en poussant littéralement les classes pauvres vers la famine. La haine de la dictature et la faim poussent dans la même direction.

Pour le moment, il s'agit encore d'événements isolés. Mais tous les dirigeants américains comme la bourgeoisie haïtienne savent qu'il y a là un volcan dont personne ne sait s'il ne finira pas par s'éveiller.

Voilà pourquoi les Américains font donner Aristide pour qu'il use de tout son crédit sur les masses pauvres. *"Violence, non ; vengeance, non. Réconciliation, oui"*... répète inlassablement le président exilé, recommandant *"la discipline et l'ordre"*. Mais, signe de la situation, les militants lavalassiens qui prêchent le calme dans la population n'ont même pas obtenu des dirigeants de la dictature – trop bornés dans leur haine d'Aristide ou trop décidés à démontrer aux Américains qu'eux seuls peuvent faire face *"à la populace"* – que ces exhortations d'Aristide puissent être diffusées sur les ondes contrôlées par le régime.

Voilà pourquoi, aussi, les troupes américaines, tout en tentant de contrôler les casernes – en les entourant pas exemple d'un cordon sanitaire – pour éviter les attitudes trop provoquantes des militaires et des attachés, protègent en même temps ces derniers. Ils savent qu'ils en ont besoin.

Des nervis à balayer

L'armée américaine essaie de se poser en arbitre entre les bandes armées de la dictature et la population ; un rôle qu'il ne lui est possible de tenir que tant que la population y croit et s'en remet à Aristide.

Mais si cela change ? Les Etats-Unis n'ont pas vraiment envie de laisser leurs troupes trop longtemps en Haïti. Ils ont certes prévu la suite : ces troupes sous l'égide de l'ONU, recrutées en partie dans des pays dont le régime n'est guère plus avenant que ne l'est l'Haïti de Cédras. Mais ces troupes, destinées à relayer les Américains décidés, paraît-il, à se retirer avant le 15 mars de l'an prochain, ne pourront pas rester elles-mêmes éternellement : sans doute le temps de laisser Aristide terminer un mandat qui s'achève en janvier 1996. D'où le souci des Américains d'essayer de faire du neuf avec du vieux, c'est-à-dire, remettre sur pied l'armée et la police, éclatée en deux entités distinctes au nom de la "modernisation" et, au mieux, les débarrasser de leurs éléments les plus corrompus pour pouvoir parler de "démocratisation".

Quant au bruit fait autour des projets de désarmement des attachés – ces civils armés liés aux militaires – c'est surtout du spectacle, quand bien même ces hommes incontrôlés et incontrôlables, travaillés de surcroît par la crainte qu'ils soient les boucs émissaires de la dictature en cas de vague de vengeance, posent incontestablement des problèmes aux Américains. La promesse faite par le commandement américain de racheter les armes donnera tout au plus naissance à un nouveau trafic. Mais ces nervis étant liés à l'armée, les armes n'auraient pas de mal à revenir. Quant aux bandes armées dépendant des "chefs de section", ces représentants de l'armée dans les villages, même si elles sont dans les faits des armées privées au service des notables locaux, elles sont trop indispensables pour le maintien de l'ordre dans les campagnes affamées, pour que les Etats-Unis envisagent autre chose qu'un rebadigeonnage superficiel.

Le jour où les masses pauvres se mettront en branle vraiment, elles s'en prendront inévitablement à ces nervis qui, malgré leurs armes et leur arrogance des trois dernières années, pourraient être balayés aussi facilement que l'ont été les macoutes à la chute de Duvalier. Mais contrairement à 1986, il n'est pas dit qu'on puisse leur refaire le coup de l'armée "garante de la démocratie", même moyennant quelques changements à la tête de cette dernière et même avec l'appui d'Aristide.

Les chefs des brutes en uniforme qui terrorisent la population depuis trois ans – et qui n'ont, en fait, jamais cessé de le faire dans le passé – n'ont pas tort en affirmant que cette terreur est indispensable pour imposer aux classes pauvres la misère, les injustices et les inégalités outrageuses. Les dirigeants américains en sont persuadés. Voilà pourquoi, quel que soit son dénouement, si l'évolution présente se fait en dehors des masses, non seulement elle ne changera évidemment rien à la misère, mais elle perpétuera inévitablement la dictature

Georges KALDY

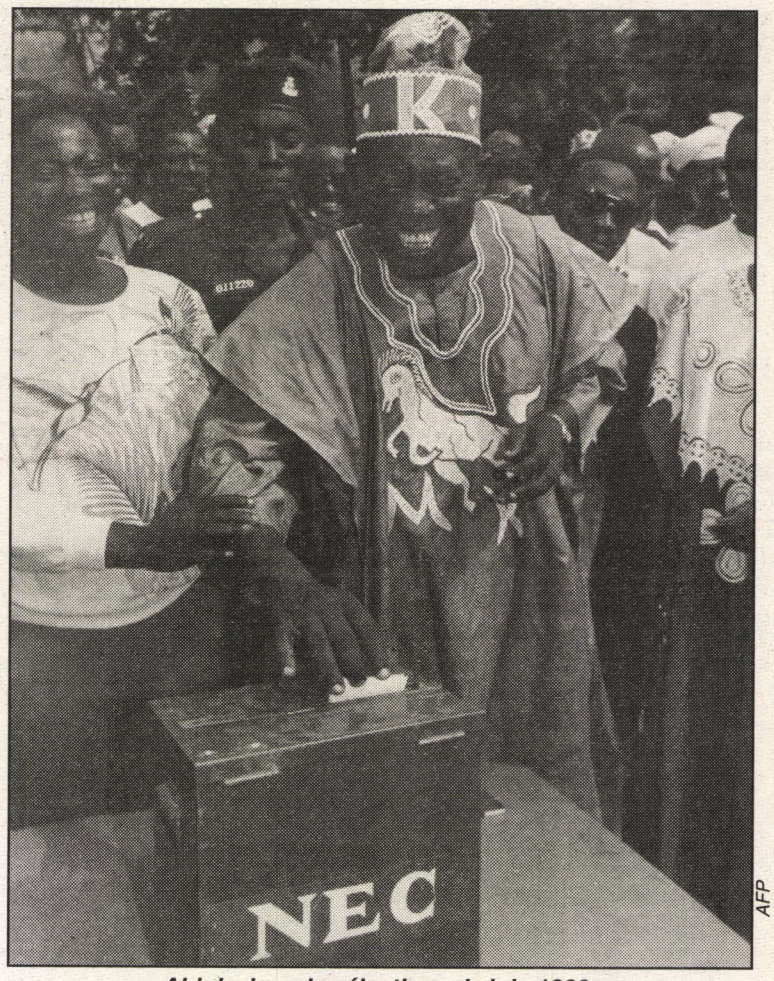
Nigeria

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

MAIS PAS DERRIÈRE ABIOLA !

Cet article est extrait de Le pouvoir aux travailleurs, *mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes - UATCI.*

La crise politique qui a éclaté au Nigeria, à la suite de l'annulation par les militaires des élections présidentielles de l'année dernière, n'arrête pas de s'approfondir. Depuis bientôt plus d'un an, le pays est plongé dans un bras de fer entre, d'un côté, la dictature militaire, dirigée par Babangida, d'abord, Abacha ensuite, et, de l'autre, la "société civile". Les militaires ayant suspendu la Constitution considèrent les résultats des élections comme nuls et tentent désespérément d'imposer l'organisation d'une conférence nationale qui décidera de futures élections. Les partis politiques, les associations des droits de l'homme, des étudiants et les syndicats, quant à eux, considèrent le milliardaire Moshood Abiola, aujourd'hui en prison, comme vainqueur des élections. Ils exigent sa libération et que le pouvoir lui soit remis.



Abiola, lors des élections de juin 1993.

Vagues de protestations, manifestations publiques, différentes grèves, semaines de désobéissance civile se succèdent les unes aux autres. C'est sur toute l'étendue du Nigeria que la contestation s'organise contre le pouvoir des militaires. Les grands centres urbains comme Lagos sont devenus des villes mortes durant plusieurs jours. Les boutiques et les marchés étaient fermés, les transports bloqués.

Le pays est donc paralysé. Son économie notamment est désorganisée. Le secteur pétrolier, poumon de la vie économique, est le plus touché. Alors que, dans la sous-région, c'est au Nigeria que traditionnellement les populations des pays voisins viennent s'approvisionner en pétrole et essence, aujourd'hui, ce sont les Nigérians qui vont chercher ces produits au... Bénin, pays qui n'a même pas une raffinerie et où on les trouve moins chers. Cela illustre la désorganisation des réseaux économiques !

Mais ce n'est pas un hasard. Car ce sont les travailleurs qui sont le fer de lance du camp de l'opposition contre la dictature des militaires. Ce sont notamment les deux principaux syndicats du pays, le puissant syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz, NUPENG, et la centrale syndicale nigériane, NLC, qui dirigent pratiquement le mouvement de protestation populaire pour la libération d'Abiola et son investiture comme président de la République. Et la dictature militaire l'a si bien compris qu'elle a fait de ces deux organisations ses principales cibles. Elle persécute leurs dirigeants à qui elle reproche de faire de la politique. Ce à quoi les syndicalistes répondent que c'est aussi leur droit : *"Nous ne pensons pas* (comme le gouvernement) *que les organisations syndicales ne devraient pas avoir de revendications politiques. (...) Nous sommes déterminés à poursuivre la grève jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites par le gouvernement"*, déclare le secrétaire général du NUPENG.

Face à l'intransigeance, à la détermination des travailleurs de les obliger à quitter le pouvoir, les militaires ont décrété, le 17 août, la dissolution des directions des deux syndicats, suscitant ainsi une vive protestation dans le pays. Des manifestations et des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment à Kaduna, la ville la plus importante du Nord, et à Lagos, la capitale économique.

(...) Les travailleurs nigérians ont raison de se battre pour leurs revendications politiques, y compris pour obliger le gouvernement à respecter la majorité de la population qui a voté pour Abiola. Ils ont raison de se mobiliser pour les libertés démocratiques. Personne n'a plus besoin de ces libertés-là que les travailleurs et les masses pauvres. Ils en ont besoin pour se réunir, s'organiser, se défendre contre les riches. Mais ce n'est pas en luttant derrière Moshood Abiola qu'ils pourront y accéder. Car il n'est pas dit que si ce milliardaire arrive au pouvoir, il y ait plus de libertés démocratiques qu'aujourd'hui sous l'ordre des militaires. L'objectif de ce milliardaire, qui s'est enrichi en exploitant des travailleurs après avoir détourné des fonds publics, n'est pas d'en finir avec la dictature, moins encore avec la misère, mais d'arriver tout simplement au pouvoir avec l'appui de cette même armée pour continuer la même politique au service des gens de sa classe.

(...) Les travailleurs ont tout intérêt, dès maintenant, à s'organiser indépendamment des bourgeois. Autrement, après le renversement des militaires, les bourgeois leur diront que la lutte est terminée, qu'il faut reprendre le travail. Les travailleurs se trouveront alors politiquement et organisationnellement désarmés, incapables même de défendre les libertés démocratiques gagnées de haute lutte, incapables même de s'opposer aux bourgeois qui inévitablement les trahiront. Car ce que les bourgeois entendent par "libertés démocratiques", c'est la liberté d'exploiter les travailleurs, la liberté pour eux et leurs semblables de se relayer au pouvoir, au gouvernement comme au Parlement, tout en maintenant les travailleurs sous la dictature des patrons dans les usines, sans aucun moyen politique de se défendre contre leurs exactions !

Volkswagen - Forest (Bruxelles)

LA GRÈVE CONTRE LES CADENCES SE POURSUIT

Lundi 26 septembre à l'usine Volkswagen de Forest, près de Bruxelles, la grève démarrée depuis trois semaines n'a pas cessé comme l'avait espéré la direction de l'usine : l'équipe du matin est entrée pour 6 heures, mais dès 6h10 la grève est repartie spontanément dans les deux ateliers qui avaient commencé. Quelques heures plus tard, il était évident qu'aucune chaîne ne pourrait fonctionner, la grève s'étendant à tous les ateliers, de même lors de la relève de l'après-midi et à l'équipe de nuit.

Les propositions de la direction

Pourtant à partir de mercredi 21 la direction avait pu espérer tenir le bon bout. Les propositions avancées par les trois syndicats avaient été reprises quasiment telles quelles par le conciliateur, et acceptées par la direction. C'est dire que ces propositions n'allaient pas bien loin. Le rythme de travail devait revenir à son niveau antérieur pendant une semaine, le temps qu'une commission étudie les problèmes et décide du rythme en toute souveraineté... sans aucun contrôle des travailleurs bien évidemment. Les chômeurs partiels seraient rappelés en fonction des besoins. Certaines primes devaient être abandonnées au profit de jours de récupération... une façon déguisée de réduire les salaires en contrepartie d'une réduction des horaires. Une demande de retraite anticipée à 52 ans devait être déposée au ministère, des formations devaient être lancées, etc.

Tout ce bricolage de mesures n'aboutissait malgré tout qu'à retrouver 668 emplois face aux 860 licenciements qu'avait annoncés la direction... Et les 200 de différence alors ? Une clause spécifiait bien que, pendant les deux années de cette convention, la direction ne procéderait à aucun licenciement, mais elle était assortie d'un *"engagement des parties à respecter la paix sociale"*, c'est-à-dire que les travailleurs seraient interdits de grève pendant deux ans ! Enfin, un référendum devait être organisé parmi les ouvriers pour approuver – ou refuser – cet accord.

Une majorité contre l'accord

A l'assemblée de jeudi 22 septembre, le projet d'accord était distribué à tout le monde. Les délégués commencèrent par se faire traiter de "vendus" par quelques ouvriers sur les mille ou deux mille rassemblés. Tout en soulignant quelques aspects positifs de l'accord (qui n'étaient au mieux qu'un retour à la situation antérieure), les responsables syndicaux déclarèrent quand même qu'il était insuffisant. Mais ils se gardèrent bien de faire allusion à la clause antigrève... En revanche ils défendirent avec conviction, malgré plusieurs protestations, une autre clause – sans doute acceptée lors d'un accord précédent – spécifiant que si un accord pouvait être refusé à la majorité simple, il fallait une majorité des deux tiers pour qu'une grève puisse continuer !

Contrairement aux deux autres assemblées qui avaient duré près d'une heure (discours alternativement en flamand par la CSC et en français par la FGTB), celle-ci fut expédiée en dix minutes... tout le monde étant appelé à rentrer réfléchir chez soi. La dispersion se fit cependant bien plus lentement, de petits groupes se formant pour discuter... dont quelques-uns pour engueuler les responsables et militants syndicaux.

Le PDG de VW-Forest a déclaré à la presse : *"J'avais espéré que les syndicats allaient défendre la proposition d'accord, telle qu'elle avait été unanimement approuvée dans les locaux du ministère de l'Emploi et du Travail"*. Après plus de deux semaines de grève et *"de longues heures de négociations"* (moins dures tout de même que de longues heures de travail à la chaîne !) ce n'est pas sur les dirigeants nationaux des syndicats, qui avaient torpillé les grèves contre le Plan global d'austérité à l'automne 1993, que les travailleurs de VW pouvaient compter. Quant aux responsables syndicaux de l'usine, on ne sait pas s'ils ont eux aussi *"unanimement approuvé"*, mais on comprend leur malaise devant une assemblée qui ne comptait pas reprendre le travail sans concession réelle de VW, alors que leurs chefs sont d'un autre avis !

Vendredi 23 septembre, le vote des ouvriers donna une large majorité contre l'accord. Sur 5 300 ouvriers, 84% vinrent à l'usine voter, 56,7% étant contre l'accord. Et il est probable que les 840 abstentionnistes ne l'approuvaient pas non plus, sans quoi ils seraient venus voter... Mais les deux tiers n'étant pas atteints, les responsables syndicaux osèrent quand même appeler à la reprise du travail pour le lundi !

Maintenant, la grève continuant, le problème se pose de l'attitude de la direction centrale de Volkswagen. Céder serait laisser s'ouvrir une brèche dans ses plans de réorganisation sur le dos des salariés. Ne pas céder, cela peut être dangereux pour la paix sociale, à moins de deux semaines d'élections communales considérées comme cruciales par toute la classe politique. Le secours pour Volkswagen viendra-t-il encore des directions syndicales ?

En tout cas, les travailleurs de Volkswagen sont confrontés au problème de mener leur grève malgré les patrons bien sûr, mais aussi malgré les manœuvres des directions syndicales. Mais peut-être aussi seront-ils aidés par d'autres salariés – ceux des chemins de fer par exemple, qui viennent de commencer des mouvements de grève en Flandre et à Bruxelles ?

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

AFP

Renault - Le Mans

Contre la privatisation

LE DÉBRAYAGE DU 20 SEPTEMBRE

Dans le cadre de la journée d'action sur le groupe Renault, mardi 20 septembre, à l'usine du Mans, CGT et CFDT appelaient à débrayer 2 h 45 contre la privatisation et pour l'augmentation des salaires. Sur la journée, ces débrayages ont regroupé environ 2 000 travailleurs sur 4 300 présents ce jour-là, au Mans, tandis que d'autres débrayages se déroulaient dans les autres usines du groupe.

Le matin, une manifestation en ville organisée par la CGT a réuni un millier de travailleurs de Renault (la CFDT, tout en appelant à la grève, ne se joignit pas à la manifestation).

La direction avait pourtant sorti la grosse artillerie pour que cette journée soit un échec. En effet, à la suite des premiers débrayages organisés par la CGT mercredi 14 septembre (qui ont regroupé entre 800 et 1000 ouvriers) juste après l'annonce de l'ouverture du capital de Renault, la direction a occupé le terrain. Cadres et maîtrise ont été mobilisés pour tenter de décourager et d'intimider les travailleurs. Des chefs d'atelier s'en sont pris à des ouvriers qui avaient débrayé : *"Vous allez couler la baraque"*, *"Il n'y a que Le Mans qui a fait grève comme d'habitude, c'est mauvais pour l'avenir"*, etc.

Le lundi 19 septembre, au cours de la "messe" (réunion d'information hebdomadaire), les chefs ont déconseillé fortement de faire la grève le 20. Des travailleurs ont même été convoqués pour se faire sermonner et menacer de licenciement par certains chefs s'ils débrayaient mardi 20. Quelques heures avant la grève, mardi matin, les chefs et cadres quadrillaient les ateliers et discutaient encore pour faire pression. Tous les arguments étaient bons pour ces larbins zélés.

Si malgré tout cette journée à l'usine a regroupé autant de travailleurs, c'est que l'inquiétude est grande dans les ateliers quant à l'avenir. En effet, pour beaucoup, en cas de privatisation, l'usine du Mans risque d'être en point de mire pour de futurs licenciements, voire l'éclatement de l'usine, car sans arrêt la direction nous répète que *"nous sommes trop chers"*, *"trop souvent en grève"* par rapport aux autres fournisseurs des usines de montage de Renault.

Mercredi 21, bien que tous ceux qui avaient débrayé aient été satisfaits du succès de la grève, le moral en avait pris un coup à l'annonce du faible pourcentage de grévistes dans les autres usines du groupe.

En tout cas, dans l'avenir, face aux problèmes de l'emploi et des salaires, il y aura besoin de la combativité des travailleurs et de leur détermination à se défendre. Et cela qu'il y ait privatisation totale, partielle ou même maintien du statut actuel.

Correspondant LO

Renault - Flins

DÉBRAYAGE CONTRE UNE SANCTION

Il y a trois semaines, à Renault-Flins, un délégué du personnel était convoqué par la direction. S'appuyant sur un rapport mensonger et calomniateur, elle l'accusait d'avoir proféré des insultes à l'égard des infirmières et le menaçait de sanction.

En fait, ce qu'elle lui reprochait, c'était d'être intervenu en faveur d'un travailleur victime d'un accident du travail et que le service médical avait renvoyé à l'atelier avec... un cachet d'aspirine !

L'intervention avait été efficace puisque les chefs s'étaient sentis obligés de retirer ce travailleur de son poste et de lui proposer les trois volets de déclaration d'accident du travail. Mais c'est évidemment ce que la direction ne pouvait laisser passer. Le 26 septembre, la sanction est tombée : trois jours de mise à pied.

Comme lors de la première convocation, des travailleurs ont débrayé pour accompagner leur camarade au bureau du personnel.

Les chefs, dûment chapitrés par la direction, avaient pourtant tout fait pour les en dissuader. Peine perdue, et même effet inverse ! Une quarantaine de travailleurs sont sortis, laissant la production de l'atelier en plan. Pour tous, il était évident qu'il fallait montrer sa solidarité, contre la politique scandaleuse de la direction, contre les pressions qu'elle multiplie pour renvoyer les blessés à l'atelier le plus vite possible, pour éviter les déclarations d'accidents du travail.

Crédit Lyonnais - Rillieux (Rhône)

UN PREMIER RECUL DE LA DIRECTION

En raison de la fermeture du centre de Rillieux du Crédit Lyonnais, prévue pour l'an prochain, les employés ont déjà organisé grève et débrayages depuis la rentrée de septembre.

La principale revendication lors de ces mouvements consistait à demander des postes pour Lyon, alors que la direction ne proposait que 68 postes pour Tours et 19 pour Melun avec date limite d'inscription le 26 septembre.

Devant l'attitude de la direction, l'assemblée générale avait décidé le 12 septembre que nous ne postulerions pas tant qu'on ne nous proposerait pas tous les postes possibles, dont des postes pour Lyon. En même temps nous réclamions le report de cette date du 26 septembre.

Alors, après avoir tergiversé pendant une semaine et s'être aperçue que personne ne postulait, la direction générale a annoncé, vendredi 23 septembre, que la date limite était repoussée d'un mois, au 24 octobre, et fait 229 propositions de postes pour environ 180 personnes qui n'avaient pas encore d'affectation. Le problème est que dans ces propositions il n'y en avait aucune pour Lyon, et que certaines sont faites dans des endroits où il y a de nombreuses suppressions d'emplois, ce qui nous fait douter de leur sérieux.

La réponse ne s'est pas fait attendre ; dès 14 heures ce jour-là, malgré les nombreux absents le vendredi après-midi, 70 personnes débrayaient pour réclamer des postes pour Lyon et une négociation. Oui, la direction doit reculer, mais jusqu'au bout !

Uniroyal (Clairoix - Oise)

PLAN DE LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE... POUR FAIT DE GRÈVE !

Aux élections de délégués du personnel et délégués au CE qui ont eu lieu à Uniroyal-Clairoix, les 13 et 14 septembre, la CGT a gagné des voix, tandis que les autres syndicats FO, CFTC et CFDT qui avaient milité contre la grève, avaient émis en CE un avis favorable au licenciement de deux délégués CGT et qui, pour la première fois, avaient fait liste commune aux élections, ont vu leur attitude sanctionnée par un recul électoral.

Elections d'après grèves

Alors qu'il y avait cette année 1046 inscrits, soit quelque 150 de moins qu'aux dernières élections, il y a eu 25 votants de plus, aux deux scrutins, et le déplacement s'est fait en faveur de la CGT qui recueille 500 voix (+70 en CE et +36 en DP), tandis que la liste commune des autres syndicats recueille 350 voix (–61 en CE et –1 en DP).

Ces élections venaient après la grève d'il y a deux mois et ses suites, c'est-à-dire d'une part les procédures de licenciement entamées par la direction contre dix-neuf grévistes actifs dont quatre délégués de la CGT, et d'autre part l'annonce du licenciement prétendu économique de 150 personnes, sous prétexte que quinze jours de grève auraient compromis l'avenir de l'usine.

A propos des licenciements disciplinaires, pour fait de grève, la direction avait reculé, dans un premier temps, sur celui des 15 travailleurs dits "non protégés", mais avait maintenu les procédures contre les quatre délégués. L'inspecteur du travail a refusé à la fin août le licenciement de deux délégués, mais le sort des deux autres (militants CGT, mais aussi militants de Lutte Ouvrière) était encore en suspens au moment des élections professionnelles. Le contexte était tel que ceux qui ont voté pour la CGT ont consciemment voté contre tout licenciement. Depuis, l'inspecteur du travail vient de refuser, le 26 septembre, le licenciement des deux camarades délégués, et c'est une satisfaction pour tous ceux qui ont aussi utilisé leur bulletin de vote pour confirmer, contre le patron, la représentativité de ces camarades.

Le "plan social" : 149 suppressions d'emplois

Cela dit, la direction ne **désarme** pas. Au CE ordinaire du 21 septembre, elle a annoncé un projet de "plan social" qui viserait à supprimer 149 postes de travail : quelque 50 intérimaires et CDD d'une part et quelque 100 salariés de l'entreprise seraient remerciés. La direction envisage quelques mesures de pré-retraite FNE et quelques prétendus "reclassements internes", comme la loi l'y oblige. Elle annonce en même temps son intention, sous prétexte de passer d'un système de quatre équipes à un système de 3×8, d'allonger la semaine de travail de 36 à 39 heures (sans compter les heures supplémentaires qu'elle ne manquera pas de "proposer").

Ce projet de "plan social" n'a pas le moindre semblant de justification économique. Le trust allemand Continental, dont l'entreprise est une filiale, étale dans la presse économique la progression de ses bénéficices et de son chiffre d'affaires pour le premier semestre 1994, comparé au premier semestre 1993. La direction de l'usine de Clairoix affirme d'emblée qu'elle propose ce plan social *"compte tenu du conflit"* qui l'aurait mise *"dans l'incapacité de réaliser la production demandée"*. Ce qui voudrait dire, si le plan était accepté par les pouvoirs publics, qu'on peut licencier pour fait de grève ! Et la direction confirme qu'elle se considère au-dessus des lois, en envisageant de compenser le travail de ceux qu'elle voudrait licencier par un allongement de l'horaire de travail des autres...

Mais dans l'entreprise, personne n'est dupe de la manœuvre. Personne n'oublie que ce plan social est la suite directe de la grève de juin-juillet, déclenchée déjà par la volonté de la direction d'augmenter l'horaire de travail. La direction avait dû reculer devant notre refus de faire de cette façon les frais de l'augmentation des commandes. Si elle avait voulu ne pas compromettre l'avenir de l'entreprise, elle n'avait et n'a toujours qu'à embaucher. Il ne manque malheureusement pas de chômeurs dans le pays. Mais non, il faut qu'elle tente aujourd'hui à nouveau son opération, sous une autre forme, tout en cherchant à se venger de ceux qui l'ont fait reculer.

Une réunion extraordinaire du CE est fixée au 11 octobre prochain. L'affaire n'est pas gagnée encore pour la direction. Une bonne partie d'entre nous pense que ce projet mérite, pour destination, la poubelle. Et personne ne perd de vue que la direction aimerait que ses nouvelles manœuvres fassent diversion. Elle est toujours aussi mal à l'aise à l'idée d'être convoquée, le 15 novembre, devant le Tribunal de grande instance de Compiègne pour avoir à s'expliquer sur les faits et gestes d'un certain Thierry Labarrère, petit patron d'une société d'anciens militaires, dont elle a commandé les services musclés contre les grévistes, pendant le conflit. Le procureur de la République engage une procédure contre cet individu, pour *"violences volontaires avec usage ou menace d'une arme"... "complicité de violences volontaires"...*

Les travailleurs se préparent à cette audience et il n'est pas certain que le directeur de l'entreprise pourra convaincre qui que ce soit qu'il n'a pas voulu ça et qu'il n'avait financé ces malfrats que pour venir taper la belote avec les grévistes, en pleine nuit !

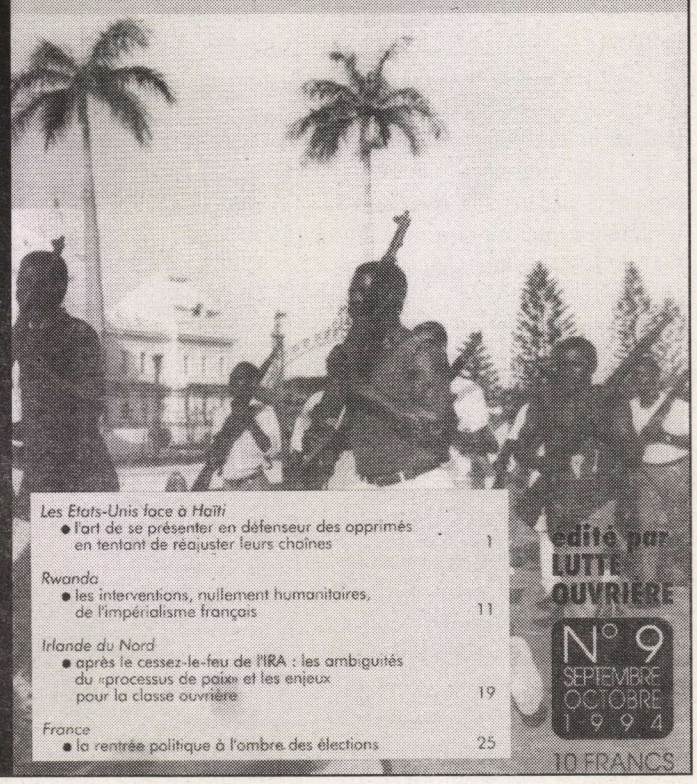
Correspondant LO

Lutte de classe
de septembre-octobre (N° 9)
est parue

Au sommaire :

- **Les Etats-Unis face à Haïti :** *L'art de se présenter en défenseur des opprimés en tentant de réajuster leurs chaînes.*
- **Rwanda :** *Les interventions, nullement humanitaires, de l'impérialisme français.*
- **Irlande du Nord :** *Après le cessez-le-feu de l'IRA : les ambiguïtés du "processus de paix" et les enjeux pour la classe ouvrière.*
- **France :** *La rentrée politique à l'ombre des élections.*

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres.



ARC

Surproduction de bureaux

L'ÉTAT AU SECOURS DES PROPRIÉTAIRES

Pour le ministre du Logement, Hervé de Charette, *"la transformation de bureaux en logements est un impératif économique et social"*. Il a donc proposé d'inscrire au budget 1995 plusieurs mesures dont une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 60 000 F par appartement.

En fait, l'Etat s'apprête surtout à voler au secours des propriétaires de bureaux. Il faut dire que, depuis plusieurs années, il s'est construit des millions de mètres carrés de bureaux dans les grandes agglomérations, simplement parce que cela s'annonçait plus rentable pour les promoteurs que de construire des logements. Cette frénésie a bien évidemment permis aux bétonneurs, aux banques et aux spéculateurs de tout poil d'amasser des fortunes. Seulement maintenant, ils s'aperçoivent qu'il y a surproduction. Rien qu'en région parisienne, plus de cinq millions de mètres carrés attendent un éventuel utilisateur, ce qui représente plusieurs années de commercialisation.

Sous le poids de ces stocks, les prix de vente et de location ont commencé à baisser. D'où l'idée de reconvertir une partie de ces bureaux en appartements, notamment dans les immeubles anciens où bien souvent les bureaux résultent d'une opération de transformation inverse. Selon les spécialistes, ces transformations de bureaux en logements pourraient concerner 800 000 m^2, dont 500 000 m^2 dans Paris. Pour les propriétaires, ce serait toujours cela qui disparaîtrait du marché, mais pas question qu'ils en fassent les frais. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils mendient des aides de l'Etat.

Le gouvernement les a donc entendus. Et une fois encore, les contribuables payeront – de l'ordre de 270 millions, paraît-il – pour que l'Etat serve de vache à lait à ces parasites, toujours prêts à empocher les bénéfices du système mais pas à en payer les conséquences. Ce qui n'empêchera pas non plus, ensuite, de faire payer sans doute des loyers faramineux à de futurs locataires qui ne feront donc certainement pas partie des couches sociales aujourd'hui les plus en mal de logement...

R. M.

LE GOUVERNEMENT VEUT ACCÉLÉRER LES EXPULSIONS

Sous l'effet du chômage et de la baisse des ressources des familles, les impayés de loyers s'accumulent. Du coup les demandes d'expulsions, formulées aussi bien par les propriétaires privés que par les organismes HLM, se multiplient.

Or la police, débordée, diffère parfois de plus de deux mois la mise à exécution des jugements en faveur des bailleurs. Ces derniers sont donc de plus en plus nombreux à se retourner contre l'Etat pour lui réclamer une indemnité de retard. Ainsi l'Etat aurait déboursé 217 millions de francs en 1992, dont 150 millions rien qu'en région parisienne.

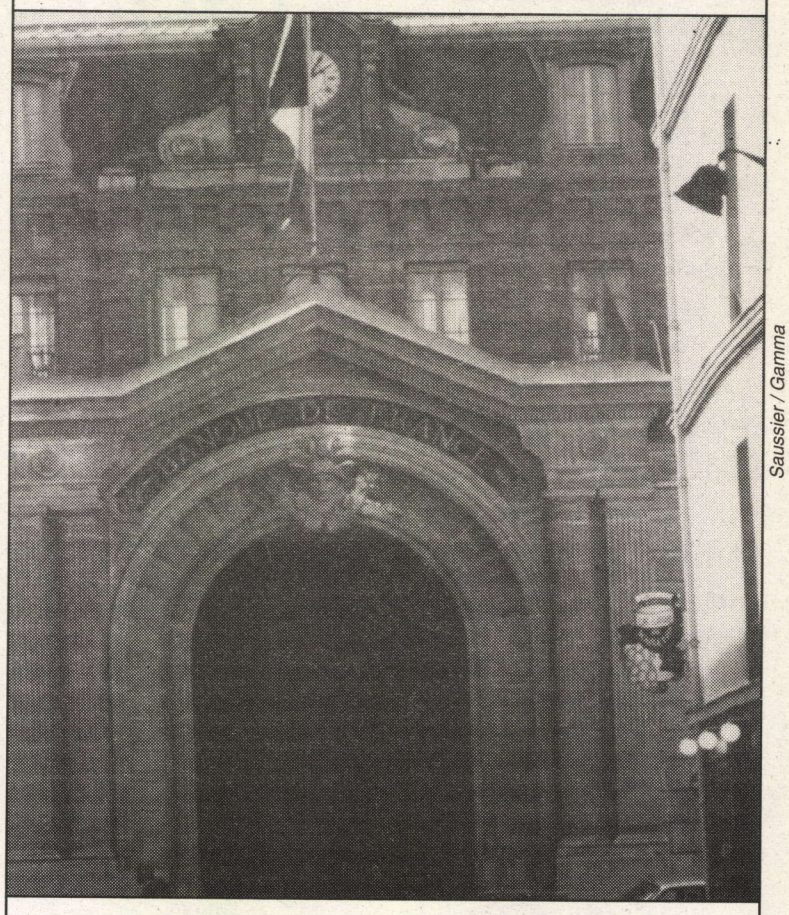
Une situation *"totalement inacceptable"*, a estimé le gouvernement qui, par la voix des ministres de l'Intérieur, de la Justice et du Logement, a récemment demandé aux préfets *"une application ferme et juste de la loi"*. Il leur a même ordonné de récupérer auprès des personnes expulsées les sommes éventuellement versées par l'Etat aux propriétaires.

Le gouvernement, qui n'a décidément rien à refuser aux possédants, a donc décidé d'accélérer les expulsions. Et nul doute qu'il réussira beaucoup plus facilement dans ce domaine que pour empêcher le dérapage des loyers ou pour créer des emplois qui permettent aux familles de faire face à leurs dépenses de logement !

R. M.

Banque de France

LES DIRIGEANTS PRÊCHENT L'AUSTÉRITÉ... MAIS PAS POUR EUX !



Saussier / Gamma

Les six membres du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France vont voir leur rémunération augmenter d'un tiers.

Ces gens, censés veiller à la bonne santé du franc et à la maîtrise de l'inflation – du style : "Augmenter les salaires ouvriers, vous n'y pensez pas, cela ruinerait le pays..." – trouvaient que leur salaire de 45 000 F (net, plus les avantages) ne leur permettait pas de vivre. Ou plutôt, selon l'explication fournie officiellement, cette somme était insuffisante pour attirer les dirigeants de sociétés du secteur privé car, évidemment, ces gens-là n'ont pas l'habitude de gagner "aussi peu", surtout pour prêcher l'austérité... aux autres.

On a donc trouvé une astuce : ils vont émarger en plus comme membres du Conseil économique et social (CES). Cette mesure hautement "sociale" va leur permettre de gagner 18 500 F de plus par mois. Il paraît, selon des sources officielles, que la participation au CES ne prend qu'une demi-journée par semaine – enfin un "petit boulot" grassement payé ! – mais, de toute façon, ils en seront dispensés.

Et tant pis pour les campagnes hypocrites sur la lutte contre le "travail au noir" : le gouvernement n'y voit pas scandale, pas plus qu'à leur nouveau salaire net de 63 500 F. Il trouve même que *"c'est un revenu confortable, mais pas énorme. Il s'agit de leur donner les moyens de l'indépendance"*.

Il faut croire que, dans cette société, il n'y a que les travailleurs qui n'ont pas besoin d'avoir les "moyens de leur indépendance". Du moins à en croire les discours de tous ces politiciens et hauts fonctionnaires au service des possédants qui ont le front d'expliquer qu'on pourrait vivre avec le RMI, mais qui estiment que dix fois le SMIC c'est encore trop peu pour eux !

P. L.

CHÈQUES EN BOIS ET BANQUE SANS PROVISION

Le Crédit Lyonnais, qui connaît des difficultés financières depuis qu'il s'est livré à des spéculations hasardeuses, n'est pas parvenu à publier son bilan à temps. Le trou est tellement vaste que les dirigeants se demandent comment faire, et surtout comment obtenir un soutien de l'Etat.

A côté de cela on apprend que 1,8 million de personnes sont privées de chéquier dans le pays, pour avoir émis des chèques sans provision, parfois de petites sommes. Mieux vaut donc perdre des milliards en spéculant que devoir mille francs !

Rentrée scolaire

DERRIÈRE LES BELLES PAROLES DE BAYROU

Devant une école à Bagneux (à gauche), à Châtillon (à droite), dans le Val-de-Marne.

Alors que le ministre de l'Education nationale clame partout que tout va bien, la réalité dément ses paroles tant entendues depuis la rentrée.

Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, si la plupart des enfants ont trouvé un enseignant, c'est au prix d'effectifs élevés de 30, 32 élèves, de classes à double niveau, de la fermeture de postes "spécialisés" (enfants en difficulté ou non francophones, 15 enfants par classe), d'un recul de la scolarisation en maternelle et d'une diminution de la formation, soit 58 postes ainsi récupérés, nécessaires pour accueillir les 1 500 enfants supplémentaires. Pour ouvrir d'un côté, on ferme de l'autre. 60 postes de prévus, mais c'est au moins le double qu'il faudrait, selon le syndicat SNUipp. D'autant plus que c'est environ 300 enfants, non prévus dans les statistiques administratives, qui se sont présentés...

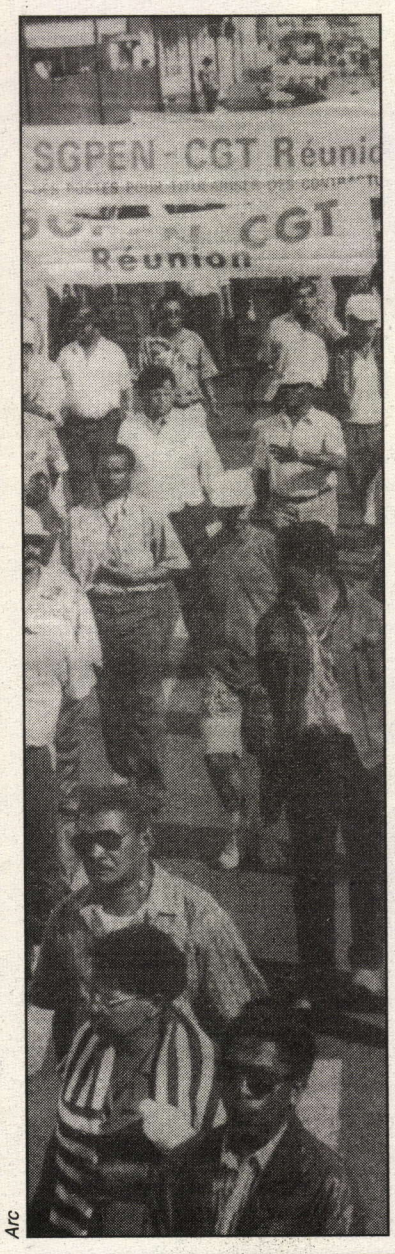
Cependant, faisant fi des discours de Bayrou, des parents d'élèves ont décidé d'occuper l'école de leurs enfants, d'organiser des réunions ou des classes sauvages... pour obtenir une ouverture de classe (Antony, Châtenay, Bagneux, Issy, Nanterre...), soutenus par les enseignants, en grève à plusieurs reprises comme à Bagneux ou à Nanterre. A Levallois, c'est contre la disparition de la classe d'adaptation que les enseignants de l'école se sont mis en grève une première fois. Reprenant de vieilles habitudes, ils sont partis dans les écoles pour populariser leurs actions. En fin de semaine, le 24 septembre, c'est l'ensemble des instits qui était en grève.

Bref, depuis trois semaines, les délégations, soutenues par le SNUipp, le SGEN et la FCPE se multiplient au pied de l'inspection académique à Nanterre, ou sous les fenêtres du ministère. Ainsi un certain nombre de maintiens ou d'ouvertures de classes ont été obtenus, Bagneux et Levallois étant les dernières en date. Mais aux autres demandes, on ne répond que la ritournelle habituelle : il n'y a plus de postes, il n'y a plus d'enseignants... Quand on sait que l'administration avait demandé aux suppléants (employés depuis plus de 3 ans par l'Education nationale pour certains) d'aller pointer à l'ANPE pendant septembre, n'ayant pas de travail à leur proposer, il y a vraiment des claques qui se perdent...

En attendant, ce qui est acquis pour les uns est un encouragement à continuer la lutte. Et c'est le seul moyen.

Île de la Réunion

UNE NOUVELLE RENTRÉE CATASTROPHIQUE



Arc

Dès le 5 septembre, trois jours après la rentrée, plusieurs milliers de personnes manifestaient à Saint-Denis, capitale de l'île de la Réunion.

A la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par un collectif syndicats d'enseignants-associations de parents d'élèves, enseignants titulaires, maîtres auxiliaires (MA) et parents d'élèves étaient dans la rue pour demander *"un plan d'urgence en faveur de l'éducation"*.

Le cortège, parti du Jardin de... l'Etat pour descendre la rue de... Paris et finir au bout de la rue de... la Victoire, a défilé dans une ambiance bon enfant. Peut-être un peu trop même, vu justement "l'urgence" de la situation dans les écoles. Qu'on en juge !

Cette année, pour que le taux d'encadrement soit le même qu'en 1993, il faudrait 149 postes supplémentaires. Pas étonnant puisque 300 MA seulement sur 1 000 ont un contrat. Or, il faut savoir que pour que le nombre d'enseignants soit proportionnellement le même qu'en France (ce qui ne serait déjà pas forcément l'idéal) il en faudrait... 3 200 de plus.

La situation est d'autant plus révoltante que l'île compte autour de 40 % de chômeurs, dont de nombreux jeunes ayant fait des études qui pourraient (et voudraient) certainement enseigner.

S'ajoutent aussi l'insécurité grandissante dans beaucoup d'écoles, l'insuffisance des transports scolaires, le manque de personnel d'entretien ainsi que le manque de bâtiments scolaires et universitaires.

Malgré tous ces records à l'envers qui placent l'académie de la Réunion à la dernière place de toutes celles de France... et d'Outre-Mer, le recteur demeure satisfait, paraît-il. Pour lui, il n'y a pas lieu de s'alarmer : le système éducatif se porte bien. Que serait-ce s'il allait mal ! Mais prend-il seulement la peine de mettre les pieds dans les établissements dont il a la charge ?

Les représentants du collectif ont remis leurs doléances au préfet. On attend l'arrivée d'un membre du cabinet du ministre de l'Education, François Bayrou. Peut-être même Bayrou lui-même. De nombreux élus, désireux de se montrer à quelques mois des élections municipales, ont participé à ce défilé du 5 septembre. Mais s'ils veulent voir quelques changements, enseignants, parents d'élèves et élèves doivent davantage compter sur eux-mêmes. Et sur de vraies manifestations de leur colère. On n'a jamais vu le gouvernement français plus préoccupé des problèmes de l'île qu'à la suite des émeutes du quartier du Chaudron, il y a trois ans...

Correspondant LO

LES JEUNES DANS LA MÉLASSE

Les jeunes n'ont pas confiance dans l'avenir... Pour le savoir, il a fallu au gouvernement dépouiller plus de 1 500 000 questionnaires ! En avril dernier, Balladur avait cru sentir un malaise au moment des manifestations contre le CIP, il a donc bravement décidé d'interroger les jeunes. Ou plutôt il a nommé un comité groupant pêle-mêle des psychologues, des animateurs de télé ou de radio, des soi-disant spécialistes du dialogue avec les jeunes, qui ont rédigé un questionnaire et qui se sont chargés, en principe, d'analyser les réponses. Voilà qui a donné du travail aux PTT, aux secrétaires et sans doute... aux fabricants de corbeilles à papier.

Et tout ça pour nous dire que les jeunes sont inquiets, en particulier sur leur avenir professionnel, qu'ils ne sont pas satisfaits de leurs profs et qu'ils se méfient des patrons et des hommes politiques. Quelle révélation ! Il paraît que le comité en question va aussi accoucher de propositions pour arranger les choses avec la jeunesse. Mais plus tard.

En attendant, les jeunes sont classés en six groupes aux noms significatifs : l'œuf, la balle, l'oursin, la boîte de conserve écrasée, le carré, l'ellipse. On voit tout de suite qu'il y avait des psychologues dans le coup.

Ces consternantes révélations mériteraient une réponse appropriée de la part des jeunes. Mais après tout, en avril dernier, un certain nombre d'entre eux ont su se faire entendre directement. Et on peut leur faire confiance : ils ne se laisseront pas tous engluer dans la doucereuse mélasse que leur préparent ces spécialistes.

Lille

LA COLÈRE DU FAUBOURG-DE-BÉTHUNE

AFP

Samedi 24 septembre, l'assassinat d'un jeune d'une cité du Faubourg-de-Béthune, un quartier d'HLM de Lille, a mis le feu aux poudres. Durant la nuit, des jeunes ont incendié l'antenne locale de l'office HLM, et pris à partie les policiers et pompiers dépêchés sur les lieux. Le lendemain, les mêmes ou d'autres ont lancé une chasse aux "dealers", dont le quartier est plein.

La presse a dit que la personnalité du meurtrier – il avait eu maille à partir avec la justice – et celle de sa victime – un ancien toxicomane qui s'en était tiré – avaient joué, suscitant un sentiment de solidarité parmi les jeunes du quartier. C'est probable. Elle a aussi laissé entendre que certains dealers du quartier en auraient profité pour éliminer des concurrents venus d'ailleurs ou que des groupes musulmans intégristes auraient manipulé les jeunes. Cela n'a rien d'impossible même si cela peut sembler contradictoire. Mais, cela n'explique pas toute la colère de ces jeunes. Cela tient peut-être au hasard mais, dans ce quartier où le chômage est très élevé, le jeune tué faisait figure d'exception parce qu'il avait réussi à trouver du travail. Et par ailleurs, en juillet dernier, une pétition des habitants du quartier adressée au préfet, et demandant qu'il intervienne contre l'activité massive des marchands de drogue, était restée sans effet.

Alors, le week-end des 24 et 25 septembre, la police a, sinon été absente, du moins a essayé de se faire discrète. *"Afin de ne pas alimenter la colère des jeunes"*, ont dit certains de ses responsables. Et effectivement, ce risque – du point de vue des autorités – n'est pas négligeable. On a d'ailleurs pu le constater à maintes reprises ces derniers temps, dans des situations semblables, à commencer par ce qui s'était passé, en mai 1993, dans une autre cité lilloise, celle des Biscottes, qui apparemment a fait école. En effet, comme aux Biscottes, les jeunes du Faubourg-de-Béthune ne se sont pas contentés de se demander "que fait la police ?". Ils ont fait eux-mêmes le ménage en s'en prenant à des dealers connus.

Pour l'instant, les autorités font le dos rond. Il n'y a guère eu que Mauroy, le maire de Lille, pour avoir tenté de convaincre ces jeunes qu'il fallait "d'abord" résoudre le problème de l'emploi et qu'ensuite cela irait mieux. Façon de dire : patientez et faites confiance... aux municipales, à la présidentielle ou aux législatives qui approchent ! Comme si ces jeunes, et les autres ou leurs parents, n'avaient pas eu le temps de constater qu'ils n'avaient rien à en attendre...

Alors, entre la montée du chômage, l'attitude de la police et l'activité des marchands de mort que sont les trafiquants de drogue, il ne faudra pas grand-chose pour qu'éclatent, demain ou après-demain, d'autres bouffées de rage, de jeunes ou de moins jeunes, dans d'autres quartiers laissés pour compte.

P. L.

À la cité Joliot-Curie d'Argenteuil

LE REFUS DES HAUSSES DE LOYERS HLM

A la cité Joliot-Curie, une des plus anciennes des grandes cités populaires d'Argenteuil, un plan de réhabilitation avait entraîné, dans les années 1980, une hausse très importante des loyers. Des loyers qui ne cessent de grimper d'année en année : 3,5 % de plus en 1994.

Petites retraites et pensions, RMI dérisoires, petits salaires, les habitants de la cité ont bien du mal à joindre les deux bouts. Et voilà qu'au beau milieu de l'été, fin juillet, les locataires ont reçu un volumineux dossier venant de l'office municipal d'HLM concernant une prétendue deuxième phase de réhabilitation.

Dans les faits, il ne s'agit que de changer les fenêtres, ce qui devrait pourtant avoir été fait depuis plusieurs années dans le cadre de l'entretien général de cette cité ancienne. A part cela, il y a l'enrobant : changement de boîtes-à-lettres qui n'ont pas besoin d'être changées, ou installation d'interphones pour tous alors que l'on a déjà demandé l'avis des locataires sur la question et qu'ils ont répondu majoritairement qu'ils n'en voulaient pas, ou encore, pour allécher le locataire téléphile, la possibilité de recevoir encore plus de télés. Si le contenu est des plus légers, le résultat sur la quittance le serait beaucoup moins : près de 25 % d'augmentation du loyer de base pour tous.

Bien évidemment, l'avis de chacun était requis sous forme d'un formulaire... mais où il n'y avait qu'une éventualité de réponse : une acceptation à dater et à signer simplement.

A l'annonce de cela, malgré le creux de l'été, la colère des présents a été immédiate. Courant septembre, hors de toute organisation de locataires – il n'en existe pratiquement plus sur la cité – deux réunions ont eu lieu rassemblant chacune plus d'une centaine de locataires. Une pétition de refus a été décidée, et sur un peu plus de mille locataires, un peu plus de 750 réponses négatives ont été obtenues par la cinquantaine de locataires qui, avec obstination, ont fait circuler la pétition. Enfin, samedi 24 septembre, c'est à près de 150 que nous nous sommes retrouvés au cœur de la cité pour remettre les réponses négatives de l'énorme majorité aux dirigeants de l'office HLM, dont son président, convoqués par les locataires et qui s'étaient déplacés pour la circonstance.

Pour ces gens-là, les locataires peuvent payer : n'ont-ils pas déclaré sans honte qu'ils pouvaient bien le faire, puisque certains ont une maison de campagne ou jouent au tiercé ou au loto ! Et le président de l'office de dire, sur le ton d'un aristocrate du XIXe siècle, que c'est lui qui nous "donne" des logements.

Pour l'heure, ces messieurs, qui demandaient pourtant l'avis des locataires et qui affirment eux-mêmes n'avoir reçu que plus d'une centaine de réponses affirmatives, semblent décidés à ne pas vouloir entendre la réponse clairement négative de 760 locataires. Ils sollicitent notre avis à condition qu'il soit ce qu'ils attendent.

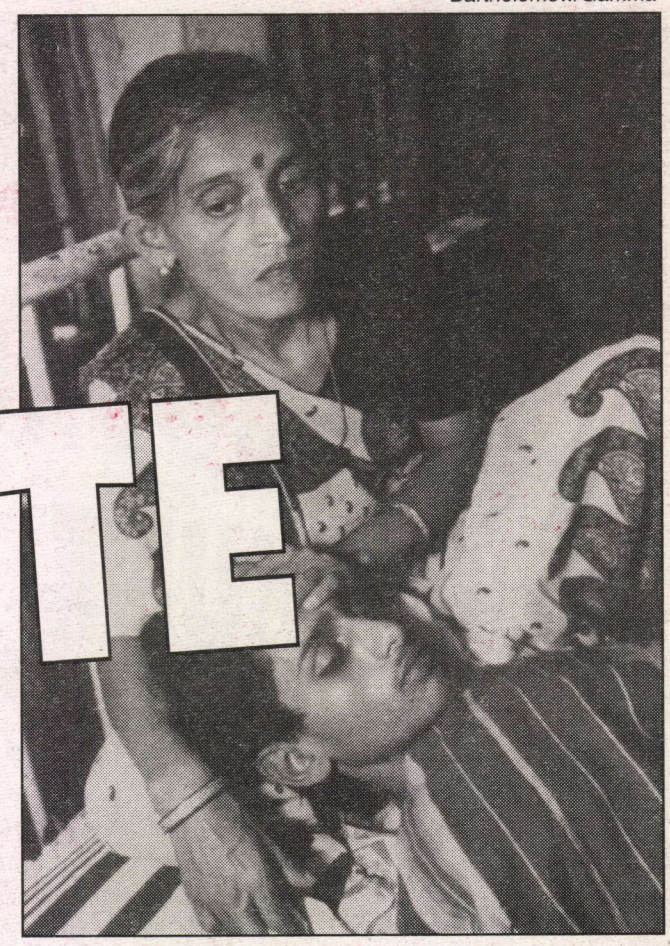
Donc rien n'est décidé encore. Mais de jour en jour, les locataires de cette cité ouvrière d'Argenteuil donnent de la voix.

Inde

LA PESTE

Une épidémie alimentée par la misère sociale et la corruption de l'État

Bartholomew/Gamma



L'épidémie de peste pulmonaire – une variété extrêmement contagieuse de la peste – qui s'est déclarée à la mi-septembre dans la ville industrielle de Surat, dans le nord-ouest de l'Inde, semble en passe de prendre une extension alarmante.

Déjà des dizaines de cas ont été recensés dans les grandes villes avoisinantes, en particulier à Bombay, distante de 270 km, et jusque dans la capitale Delhi, située à 1200 km de Surat.

A Surat même, après avoir nié l'existence d'une épidémie pendant près d'une semaine, les autorités en sont à reconnaître plus de cent morts. Mais sans doute ce chiffre est-il très loin de la réalité car, faute de place dans les hôpitaux, nombre de malades, surtout parmi ceux que l'on appelle "le peuple des trottoirs" – cette fraction importante de la population qui est si pauvre qu'elle vit littéralement sur la voie publique – sont morts dans la rue et leurs corps ont été enterrés ou brûlés par leurs compagnons de misère sans qu'aucun recensement soit possible.

Cette situation a déclenché une vague de panique. Près de 500 000 habitants, sur les deux millions d'habitants que compte la ville, se seraient enfuis. En particulier un grand nombre d'ouvriers migrants ont rejoint leur village plutôt que de risquer de mourir sur un coin de trottoir loin des leurs. Les riches aussi ont pris la fuite, mais plus loin, vers les lieux de villégiature de la côte ou les grandes agglomérations modernes, celles du monde des affaires comme Bombay ou Delhi.

Face aux risques d'extension de l'épidémie, les autorités ont répondu par la répression, mobilisant des centaines de membres des corps de police auxiliaire – ceux que l'on mobilise contre les émeutes et qui, le reste du temps, mènent une vie de petits potentats dans leurs quartiers, brutaux et âpres au gain. Ce sont ces auxiliaires qui sont chargés de contrôler les issues de la ville – intraitables avec les plus pauvres, mais coulants avec quiconque a assez d'argent pour acheter leur bonne volonté. Ce sont eux également dont on a fait les gardes-chiourme des "hôpitaux" de fortune où l'on emprisonne les malades pour attendre la mort, à défaut de les soigner – mesure cruellement dérisoire qui n'empêche pas la contagion, car il y a toujours plus de malades dehors que dedans.

Même les médicaments les plus simples, en particulier la tétracycline qui pourrait servir à la fois à prévenir et à guérir la maladie, manquent cruellement. Le manque de médicaments est de toute façon chronique dans la Santé publique. C'est un fait bien connu que les administrateurs de la Santé pillent à longueur d'année les stocks publics pour revendre ces médicaments au marché noir. Et si la tétracycline a pratiquement disparu dans les hôpitaux, on en trouve dans des officines privées, à prix d'or bien sûr.

Mais même si les médicaments ne manquaient pas, cela n'empêcherait peut-être pas la maladie de progresser. Car les vecteurs qui la répandent, les rats et les puces, sont les attributs d'une pauvreté qui est endémique, à Surat comme dans toutes les grandes villes du pays. Tout comme est endémique la corruption d'un Etat, pourtant doté de moyens considérables, mais dont les responsables détournent tout ce qui leur passe entre les mains, qu'il s'agisse des médicaments, des fonds pour construire les hôpitaux ou pour réhabiliter les quartiers pauvres, ou même des salaires des infirmières.

François ROULEAU

Bartholomew/Gamma

Bidonville à Surat.

Europe Le choléra de la pauvreté gagne du terrain

Des épidémies, il n'y en a pas que dans le Tiers Monde, il y en a aussi en Europe, dans cette partie de l'Europe qui, sous l'impact de la crise mondiale du capitalisme et de l'éclatement de l'ex-bloc de l'Est, se décompose peu à peu et ressemble de plus en plus au Tiers Monde.

Des cas de choléra sont recensés en Turquie jusque dans la grande banlieue d'Istanbul.

Ainsi, au cours du mois écoulé on a recensé deux malades morts du choléra en Ukraine, quatre en Crimée, dix-huit au Daguestan et huit en Albanie.

Le choléra, ce n'est pourtant plus une maladie mystérieuse. On sait le soigner. On sait surtout le prévenir. Mais c'est une maladie de pays pauvre, de pays où on n'a pas les moyens de procéder à une épuration efficace de l'eau potable, ni d'assurer un entretien sérieux des tuyaux d'adduction, ni souvent un approvisionnement suffisant en eau.

C'est un signe des temps. A l'heure du marché unique de l'élargissement de l'Union Européenne pour "affronter le 21ème siècle" comme disent les bonnes paroles officielles, la gangrène capitaliste ne cesse de gagner du terrain et d'appauvrir les peuples.

Faut que ça saigne !

La France va vendre trois sous-marins au Pakistan, et elle espère bien aussi lui vendre quarante "Mirage" de chez Dassault.

La montée des tensions entre l'Inde et le Pakistan, notamment dans la région du Cachemire, c'est bon pour les affaires des marchands de mort. Pour nous aussi, nous dit-on, puisque "ça donne du travail". Mais le travail dont nous avons besoin, c'est celui qui est utile à la société, pas celui destiné à faire s'entre-tuer les peuples.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995